



Investir dans les populations rurales

## **Burkina Faso**

---

### **Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions**

#### **Rapport de supervision**

Dates de mission: 11 au 22 novembre 2019  
Date du document: 05/10/2020  
Identifiant du projet 1100001580  
Numéro du rapport: 5364-BF

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Sigles et acronymes

<b>ACR</b>	Assemblées Consulaires Régionales
<b>AHA</b>	Aménagement Hydro-Agricole
<b>ANO</b>	Avis de Non Objection
<b>AT</b>	Assistance Technique
<b>BN/CRA</b>	Bureau National des Chambre Régionales d'Agriculture
<b>BUNEE</b>	Bureau National des Evaluations Environnementales
<b>CAF</b>	Cellule Administrative et Financière
<b>CAP</b>	Comité d'Approbation des Projets
<b>CCR</b>	Cadre de Concertation Régional
<b>CCP</b>	Cadre de Concertation Provincial
<b>CES/DRS</b>	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
<b>CNA</b>	Chambre Nationale d'Agriculture
<b>COGES</b>	Comité de gestion
<b>CPM</b>	Chargé de Portefeuille
<b>CPA</b>	Assistant d'Appui Programme
<b>CPF</b>	Confédération Paysanne du Faso
<b>CPO</b>	Chargé d'Appui Programme
<b>CPS</b>	Comité Provincial de Sélection
<b>CRA</b>	Chambre Régionale d'Agriculture
<b>CVD</b>	Conseil Villageois de Développement
<b>DCP</b>	Document de Conception de Projet
<b>DGAHDI</b>	Direction Générale des Aménagements Hydrauliques et du Développement de l'Irrigation
<b>DGCMEF</b>	Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
<b>DGCOOP</b>	Direction Générale de la Coopération
<b>DGEP</b>	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
<b>DGESS</b>	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
<b>DGEEVCC</b>	Direction Générale de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
<b>DGFOMR</b>	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
<b>DR</b>	Direction Régionale
<b>DRCMEF</b>	Directeur Régional du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
<b>DRENA</b>	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
<b>DRF</b>	Demande de Retrait de Fonds
<b>ECD</b>	Etat Certifié de Dépenses
<b>FCFA</b>	Franc de la Communauté Financière Africaine
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>FTS</b>	Formations Techniques Spécifiques
<b>IEC</b>	Information Education et Communication
<b>MAAH</b>	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
<b>MEEVCC</b>	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
<b>MINEFID</b>	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement

<b>MOD</b>	Maître d'Ouvrage Délégué
<b>Neer-Tamba</b>	« C'est l'espoir qui nous réunit »
<b>OAC</b>	Opérateurs d'Appui-Conseil
<b>OCADES</b>	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
<b>ONDD</b>	Observatoire National du Développement Durable
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OP</b>	Organisation de Producteurs
<b>OPA</b>	Organisation Professionnelle Agricole
<b>OR</b>	Organisations Rurales
<b>PAMO</b>	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PROFIL</b>	Projet d'Appui aux Filières Agricoles (projet du FIDA)
<b>PTBA</b>	Programme de Travail et de Budget Annuel
<b>PV</b>	Procès-verbal
<b>RAF</b>	Responsable Administratif et Financier
<b>RCA</b>	Responsable de la Cellule Aménagement
<b>RCEA</b>	Responsable de la Cellule Economie Agricole
<b>RSE</b>	Responsable Suivi Evaluation
<b>SG</b>	Secrétaire Général
<b>SE/CNSA</b>	Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire
<b>SP/CPSA</b>	Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles
<b>STD</b>	Services Techniques Déconcentrés
<b>SYGRI</b>	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
<b>TDR</b>	Termes De Référence
<b>UAT</b>	Unité d'Animation Technique
<b>UGP</b>	Unité de Gestion du Projet
<b>USD</b>	Dollar des Etats Unis
<b>ZAT</b>	Zones d'Appui Technique
<b>SEMUS</b>	Association Entraide et Solidarité Mutuelle au Sahel
<b>FEM-PAISA</b>	Fonds pour l'Environnement Mondial – Programme Pilote d'Approches Intégrées pour la Sécurité Alimentaire
<b>SONATER</b>	Société Nationale de l'Aménagement des Terres et de l'Equipeement Rural
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droits des Affaires
<b>PAFR</b>	Plan d'Actions pour la Filière Riz
<b>CEP</b>	Champ Ecole de Producteurs
<b>PFNL</b>	Produit Forestier Non Ligneux
<b>ADM</b>	Analyse et Développement des Marchés
<b>PGES</b>	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PDE</b>	Plan de Développement d'Entreprise
<b>NO</b>	Non Objection (du FIDA)
<b>RNA</b>	Régénération Naturelle Assistée

<b>BCER</b>	Bassin de Collecte des Eaux de Ruissellement
<b>PSAE</b>	Projet de Sécurité Alimentaire à l'Est
<b>2iE</b>	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement

## A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Burkina Faso	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions	Classification du risque climatique (PESEC):	2
N° du projet:	1100001580	Institution chargée de l'exécution:	Ministry of Agriculture, Water & Fisheries
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Ministry of Agriculture, Water & Fisheries
Chargé de Programme Pays:	Ann Turinayo		
Coordonnateur du projet:	Koudregma Zongo		
Zone du projet:	Région du Centre Nord, Région du Nord, Région de l'Est		

Date d'approbation:	13/12/2012	Date de réception du dernier rapport d'audit:	15/05/2019
Date de signature:	04/02/2013	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	17/07/2020
Date d'entrée en vigueur:	30/08/2013		
Date d'éligibilité aux décaissements:	30/08/2013	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	11
Date du premier décaissement:	29/10/2014	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	28/05/2018	Délai d'entrée en vigueur:	8 mois
Date d'achèvement prévue:	30/09/2022		
Date d'achèvement actuelle:	30/09/2022		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

<b>Répartition du financement FIDA</b>	Debt Sustainability Framework	\$14,490,114
	IFAD	\$14,490,087
	Debt Sustainability Framework	\$51,158,056
<b>Répartition du financement national</b>	National Government	\$24,134,950
	Beneficiaries	\$5,909,971
<b>Répartition du cofinancement</b>	Global Environmental Facility	\$7,269,448
<b>Financement total du projet:</b>		<b>\$117,452,626</b>

## Mission en cours

Dates de mission:	11 au 22 novembre 2019
Jours sur le terrain:	3

Composition de la mission: FIDA: Valantine Achancho, Directeur Pays, M. Samir Bejaoui, Chargé de Programme, FIDA, M. Ludovic Conditamde, Chargé d'appui programme, FIDA ; M. Cédric Boulan, Chef de mission technique, chargé de la composante 3 «structuration des acteurs et mise en réseau»; M. Dieudonné Belle, Expert agronome/valorisation agricole, Chargé de la composante 2 – « Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions» ; M. Abdoulaye Dicko, Expert en génie rural, Chargé de la composante 1 «petits aménagements fonciers villageois» ; M. Sébastien Subsol, Expert environnementaliste, Chargé du volet FEM/PAI-SA; M. Alou Abdoukarim, Expert fiduciaire ;

Partie nationale : M. Lingani Sidiki, point focal DGESS MAAH, Ibrahim SINOUE de la DGESS/MRAH, Etienne KIMA de la DGAHDI, Kassoum TONI de la DGEP

Lieux visités: Visite de sites de Bas-fonds PAFR (Yargo) et Périmètres maraîchers (Séguedin) ; Visite d'un plan d'affaire (élevage de porcs) (Koussin) ; Visite de MP de transformation de graine de néré et commercialisation de soumbala (Tingandin), visite d'un PDE de production et commercialisation de sirop et jus de saba sénégalensis (Yako) ; Visite d'un MP aviculture (Petit Samba) ; Visite de MP de transformation de beurre de de karité et huile de neem en savon (Arbollé) ; Visite de site de CES/DRS (Tansé)

## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4.37	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4.33

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>4</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	5	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	N/A	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	5
Nutrition	4	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	5

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>4</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	4
Établissement de partenariats	5	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	5	Qualité et ponctualité des audits	3
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet		Fonds de contrepartie	5
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	6
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

<b>Pertinence</b>	<b>4</b>
-------------------	----------



## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement burkinabè et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Burkina Faso du 11 au 22 novembre 2019 pour réaliser une mission de supervision du Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre-Nord et Est, dit "Projet Neer-Tamba".

L'objectif de la mission est d'évaluer l'état d'avancement de l'exécution physique des activités du projet vis-à-vis des recommandations de la dernière mission de supervision novembre 2018 et des missions d'appui d'avril et de septembre 2019. Entre autres, la mission devra: i) évaluer l'ensemble de l'exécution du projet; ii) vérifier les produits et réalisations et analyser l'état d'avancement de l'exécution du projet et des recommandations des missions précitées et vis-à-vis du niveau de réalisation des PTBA de 2019 en cours; iii) passer en revue les aspects fiduciaires; iv) proposer des recommandations pour faire face aux éventuels problèmes liés à l'exécution et à la réalisation des objectifs et des impacts du projet, (v) préparer un aide-mémoire ainsi qu'un rapport de la mission y compris les annexes, selon le format FIDA.

A son arrivée, la mission a été reçue en audience le 13 novembre, par le Secrétaire Général par intérim du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles (MAAH) M. Yassia KINDO, et ensuite par le Directeur général de l'économie et de la planification (DGEF) du Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) M. Larba Issa KOBAYAGA.

La mission a travaillé avec l'Unité de Gestion du Projet (UGP) à Ouagadougou. L'équipe s'est rendu les 8 et 14 novembre sur différents sites d'interventions du projet dans la région du Nord.

Les principaux partenaires et prestataires du Projet ont pu être rencontrés sur le terrain ou lors de séances d'échanges à Ouagadougou.

Les constats et recommandations de la mission ont été présentés et discutés lors d'une séance de restitution à la DGEF à Ouagadougou le 22 novembre 2019.

La mission tient à remercier l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du projet. Elle remercie particulièrement l'UGP et le Bureau-pays du FIDA pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

### Principaux accords de mission et conclusions

Les principales mesures convenues d'accord partie au terme de cette mission de supervision sont les suivantes :

- **l'harmonisation des dates d'achèvement et de clôtures** du Don Initial, du Prêt/Don FIDA, et du Don FEM, sans extension de la durée d'exécution du Projet, pour tenir compte des investissements qui seront réalisés en 2020 et 2021, et dans l'objectif de permettre une mise en valeur optimale des aménagements réalisés en accompagnant les bénéficiaires sur deux cycles de production ;
- **l'appui à l'élaboration du Plan Stratégique de Développement de la Chambre nationale d'agriculture**, et à sa déclinaison en un plan d'actions, afin que cette structure se dote d'un document qui présente sa vision et ses objectifs et qui détaille les services qu'elle entend délivrer à ses ressortissants. Le Plan Stratégique de Développement constituera de plus un outil pour mobiliser des ressources financières et négocier des partenariats ;
- la mobilisation des différents partenaires institutionnels du Projet (ONDD, CNA/CRA, SP-CPSA, SE-CNSA, DGEVCC) pour une **meilleure inclusion des aspects environnement et changement climatique** lors de l'élaboration du **Programme National du Secteur Rural – Phase 3 (PNSR-3)** et de la **Contribution Nationale à l'Accord de Paris sur le climat (NDC)** ;
- la **prolongation de la mission des Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage (PAMO) au moins jusqu'en septembre 2021** en vue d'assurer le suivi de la réalisation de l'ensemble des aménagements prévus dans le PTBA 2020 et une bonne gestion des périodes de garanties des différents marchés d'infrastructures ;
- le maintien des **Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des microprojets (PAMO-MP) dans le dispositif d'appui conseil du Projet pour l'année 2020** afin d'accompagner l'ensemble des promoteurs pendant un cycle complet de mise en œuvre de leurs microprojets. Le Projet pourra progressivement réduire le dispositif des PAMO-MP tout au long de l'année en fonction de la clôture des microprojets.

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Le Projet est en phase de croisière et il devrait réaliser l'ensemble des investissements structurants prévus entre la fin 2019 et l'année 2020. Il devrait donc dérouler d'ici son achèvement l'ensemble des activités prévues, y compris en matière d'appui à la mise en valeur. La situation sécuritaire constitue un défi à la mise en œuvre mais le Projet parvient à adapter ses modes d'intervention même s'il est parfois contraint de relocaliser certaines réalisations. La situation est très

évolutive, la menace diffuse et en constante évolution quant aux zones et aux cibles. Le Projet va élaborer une stratégie de gestion des risques et pourrait aussi s'inspirer de l'expérience du projet PRODAF Diffa.

Au 31/10/19, les réalisations financières cumulées du Projet se chiffrent à 32,873 milliards FCFA, soit 54% du coût du Projet (60,687 milliards FCFA). Le taux de décaissement des ressources FIDA est à 54% et celui du Don FEM est de 34%. Pour rappel, ces taux de décaissement étaient respectivement à 40% et 17% en avril 2019.

Au 31/10/19, les taux d'exécution physique et financière du PTBA sont respectivement de 61% et de 69%. Cette performance est «satisfaisante» à deux mois de la fin de l'exercice budgétaire. Le Neer-Tamba a évalué ses dépenses à réaliser entre novembre/décembre à 2,259 milliards FCFA (dont 1,4 milliards FCFA sur les ressources FIDA). Le taux d'exécution financière prévisionnel du PTBA 2019 escompté est de 85%.

Le Neer-Tamba est dans sa 6ème année de mise en œuvre pour le Don Initial (5ème année pour le Prêt/Don). La mise en œuvre a démarré avec beaucoup de retard, 14 mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de Financement. En sus, le retard accusé dans la mobilisation des partenaires clés de mise en œuvre des aménagements (45% des coûts totaux du Projet) et dans la passation de marchés ont pénalisé les décaissements sur les ressources du Don Initial. De ce qui précède, et pour assurer une mise en valeur optimale des aménagements, il apparaît opportun d'harmoniser les dates d'achèvement et de clôtures du Don Initial, du Prêt/Don FIDA, et du Don FEM, sans extension de la durée d'exécution du projet.

### **Composante 1. Petits aménagements fonciers villageois.**

A date, 32 024,5 ha de sites ont été aménagés sur 43 987 ha prévus (72,8%) d'ici la fin du projet dont 5 064 ha de bas-fonds sur 6 484 ha prévus (78%), 70 ha de maraichage sur 496 ha prévus (14,1%), 23 776 ha de terres aménagées en CES/DRS sur 32 007 ha prévus (74,3%) et 3 114 ha par récupération mécanique et biologique des terres dégradées sur 5 000 ha prévus (62,3%). Au niveau des différents aménagements collectifs 362 comités de gestions (COGES) ont été mis en place et appuyés. Les aménagements de sites maraichers présentent le plus faible taux d'exécution (14,1%) en raison des difficultés liées au contexte géophysique des régions d'intervention du Projet (terres hautes) et de la faible capacité des tacherons. Pour parer à cela, le projet a intégré le fonçage de puits maraichers dans l'aménagement des bas-fonds afin de recourir à des entreprises aux capacités plus importantes. Il a aussi adopté des aménagements de type californien au fil de l'eau et avec forages équipés de système de pompe solaire.

L'exécution du PTBA 2019 est bien avancée en dépit des conditions sécuritaires difficiles qui ont conduit dans certains cas à des arrêts de chantier. 1 417 ha de bas-fonds ont été aménagés/réhabilités sur 1 624 ha prévus (87%), dont 845 ha de bas-fonds de type PAFR sur 1 024 ha prévus (82%), 307 ha d'extension de bas-fonds de type PRP sur 300 ha prévus (102%) et 265 ha en réhabilitation de bas-fond de type PRP sur 300 ha en prévision (88%). Aussi 12 707 ha d'aménagements CES/DRS ont été réalisés sur 9 625 ha prévus (132%) et 538 ha de terres dégradées ont été récupérées sur 1 710 ha prévus (31%). Pour les aménagements maraichers, les réalisations sont faibles (4,4% des prévisions) mais les préparations sont bien avancées pour le lancement dans les prochains mois de l'exécution de 128 ha de sites maraichers ainsi que de 45 forages en vue de l'aménagement de 135 ha de sites maraichers.

Des impacts sont attendus en matière de restauration de la biomasse et de l'agro-biodiversité dans les terroirs grâce aux actions de CES/DRS et à la pratique de la régénération naturelle assistée des arbres utiles (2 261 ha de RNA réalisés en 2019 pour la partie FEM).

Le projet a élaboré et validé les plans architecturaux de 12 magasins pour le riz et de 13 magasins pour le maraichage (tous en 2020).

Les aménagements ont été accompagnés d'équipement en petits matériels et de formation des bénéficiaires (4408 personnes sur 4813 prévues) en techniques d'aménagement et d'entretien des infrastructures ainsi que par la mise en place de 43 COGES (sur 47 prévus) dont 39 au niveau des bas-fonds aménagés. Pour faciliter les travaux de CES/DRS, le projet a appuyé le recyclage de 181 paysans aménagistes.

Dans le cadre de la sécurisation foncière des sites aménagés, le Projet, avec l'appui de la Direction Générale du Foncier et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR) a procédé à la diffusion de textes juridiques et administratifs, élaboré un guide de négociations d'ententes foncières et formé différents acteurs (Chambres régionales d'agriculture (CRA), Services techniques déconcentrés (STD), Unité de gestion de projet (UGP), Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage (PAMO)) et des autorités locales (préfets, maires). A date, 74 ententes foncières sur 104 engagées ont été formalisées en 2019 et la mise en place des premières commissions de conciliation foncières villageoises (CCFV) et des commissions foncières villageoises (CFV) doit démarrer d'ici fin 2019.

Les inscriptions au PTBA 2020 et les performances actuelles du projet sont rassurantes pour l'atteinte des cibles en fin de projet.

Cette performance est soutenue par un dispositif pertinent de mise en œuvre reposant sur une collaboration étroite entre les 3 PAMO, les CRA, les STD et la Cellule aménagement du projet ainsi que les prestataires privés (entreprises, bureaux de contrôle des travaux...). Ces principaux acteurs ont su montrer plus de flexibilité et de proactivité pour juguler les difficultés afin d'éviter les arrêts de chantier et minimiser les retards d'exécution. Les contrats des PAMO arrivent à

terme en fin Mars 2020 et nécessite d'être renouvelés pour une durée minimale de 1,5 ans afin de couvrir les activités du PTBA 2020 et de continuer à gérer les périodes de garanties des différents marchés d'infrastructures.

## **Composante 2 : Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions**

Le recrutement de 3 Opérateurs d'appui conseil (OAC) par les CRA pour accompagner la mise en valeur de l'ensemble des aménagements hydro-agricoles sur au moins deux cycles de production est en voie d'achèvement et la signature des contrats pourrait intervenir avant la fin 2019. Il est à noter qu'en attendant le recrutement des OAC ce sont les STD qui assurent l'appui conseil et ils continueront sur les zones de hautes terres (CES/DRS). Actuellement, le dispositif d'appui-conseil est assuré au profit de 12 145 producteurs, soit 48 % de la cible. En outre, des fiches technico économiques de 7 spéculations (riz, sorgho, mil, niébé, oignon, tomate et pomme de terre) ont été actualisées et les outils de conseils de gestion des exploitations agricoles sont disponibles. Un appui est apporté à la mise en valeur des aménagements (hydro-agricoles et CES/DRS) à travers la mise à la disposition d'intrants (engrais, pesticides/petit matériel) pour appuyer la mise en valeur de 9094 ha. Les fonds de roulement mis à la disposition des producteurs doivent être reconstitués afin de pérenniser l'activité. Le processus de reconstitution de ces fonds est géré par les COGES. Au regard de l'importance de ces fonds pour la pérennisation des activités, la mission recommande de faire la situation détaillée des fonds reconstitués par les COGES afin d'établir leur valeur monétaire et de déterminer s'ils permettent effectivement de couvrir les besoins en intrants.

Les niveaux des productions sur les nouveaux aménagements mis en valeur de la campagne 2018/2019 sont de 2 613 tonnes de riz, 1 733 tonnes de céréales sèches, et 294 tonnes de cultures maraichères. La faible production des cultures maraichères par rapport aux prévisions s'explique par les retards enregistrés dans la réalisation des périmètres maraichers.

## **Fonds d'Appui (FA) au démarrage d'initiatives agro-sylvo-pastorales**

Au cours de l'année 2019, 259 microprojets (MP) à hauteur de 439 157 300 FCFA ont été financés. Le bilan depuis le début du Projet de cette opération à date est de 2 685 MP financés dans les trois régions d'intervention. Le montant cumulé de ces MP s'élève à plus de 3 milliards de FCFA dont 2,72 milliards de FCFA de subvention et près de 346 millions FCFA d'apport des bénéficiaires. 1 916 MP ont bouclé leur cycle et sont clôturés et 752 sont en cours de mise en œuvre. Les MP en cours ont connu du retard à cause du déblocage tardif de la contrepartie du financement de l'Etat. La mission a constaté que les fiches de clôture des promoteurs ne remontent pas au rythme convenu. A date, seulement 874 fiches de clôture (46%) sont disponibles. Cette situation serait due à la charge de travail des encadreurs et aux multiples changements de personnels d'encadrement de certains PAMO-MP. Ces derniers se sont engagés à transmettre les 1 042 fiches de clôture restantes au plus tard le 20/12/19. La mission recommande que les prochains paiements des prestataires soient conditionnés en plus par la fourniture des fiches de clôture.

Lors de la RMP, la mission a pris la décision de ne pas prolonger le financement des MP au-delà de la cible physique déjà atteinte. Selon la planification réalisée lors de la RMP, les PAMO-MP devaient terminer leur contrat fin 2019. Cependant, au regard des retards et enjeux, la mission recommande de prolonger les contrats des PAMO-MP afin qu'ils assurent pour un cycle l'encadrement des promoteurs des MP en cours.

Des avancées importantes ont été constatées sur la partie FEM avec 215 Plans de développement d'entreprise (PDE) appuyés, 100 ayant déjà reçu leur financement. Ils concernent en majorité les filières baobab, karité et néré qui ont des marchés porteurs. Un meilleur équilibre entre les filières appuyées devrait être recherché en raison de la relative rareté des ressources en néré et karité dans la région Nord. Le projet a mis en place un mécanisme d'identification et d'appui des PDE qui fonctionne bien et devrait être en mesure d'atteindre les 900 PDE d'ici son achèvement. Le suivi conseil du premier cycle de production des PDE devra cependant être renforcé à partir de l'étude sur les 94 MP de la première génération<sup>[1]</sup> qui montre la non rentabilité de 30 % des MP, en particulier ceux liés au karité dans la région Nord. Le projet a acté la hausse de la cible de PDE intégrant des solutions d'énergie renouvelables, en la passant de 60 à 120. Trente-quatre (34) PDE de la deuxième série de PDE ont intégré ce type de solutions. Par ailleurs, 63 nouveaux rédacteurs endogènes ont été formés à l'approche Analyse et Développement des Marchés (ADM) qui a pour souci d'aider la population locale à créer des entreprises lucratives tout en conservant les ressources forestières.

## **Composante 3 « Structuration des acteurs et mise en réseaux »**

En matière d'**alphabétisation fonctionnelle**, le Projet a procédé en 2019 à l'organisation de 3 ateliers régionaux de cadrage avec les opérateurs en alphabétisation et les gestionnaires des bibliothèques ambulantes. Ces ateliers ont réuni 106 participants dont 23 femmes, et ils ont permis de clarifier les missions, tâches et rôles des acteurs impliqués dans l'alphabétisation. Sous la supervision des Directions Régionales de l'Education du Préscolaire, du Primaire et du Non Formel (DREPPNF), 152 centres de Formule Enchaînée ont été ouverts au profit de 4 577 apprenants, dont 4 144 femmes. Le taux de réussite a été de 95%.

Le Projet a financé le fonctionnement de 12 bibliothèques ambulantes qui ont menées des activités d'animations/sensibilisation, de location et des prêts de documents dans 304 villages. Chaque opérateur a ouvert un compte dédié où sont logées les recettes générées par les locations/prêts de documents.

Afin de permettre aux bénéficiaires des nouveaux aménagements de bénéficier de l'alphabétisation le Projet prévoit

d'ouvrir 87 Centres de Formule Enchaînée en 2020.

Les animateurs des trois opérateurs régionaux en charge des activités « **Information, éducation et communication** » (**IEC**) ont procédé à des séances d'animations de masse au niveau village à travers les causeries éducatives sur les quatre thèmes retenus : nutrition, hygiène, paludisme et civisme. Ils ont aussi assuré le suivi des activités des 784 Points Focaux IEC, dont 382 femmes, sous la supervision de l'opérateur principal IEC et des trois CRA. Au 31/10/19 environ 15 174 personnes ont pu être sensibilisé sur l'adoption de bonnes pratiques.

**Appui aux Organisations Rurales (OR).** Au terme des sessions des trois Comités d'Approbation des Projets (CAP), 289 demandes d'élaboration de plans ont été approuvées, pour une subvention estimée à 99 700 000 F CFA. En complément du financement des plans d'appui aux OR, 8 demandes d'équipements de valorisation et 8 demandes de renforcement de capacités d'OR ont également été acceptées pour un montant estimé à 41 541 000 F CFA avec une subvention de 35 869 350 FCFA et un apport en espèce des bénéficiaires de 5 671 650 F CFA.

En lien avec l'installation des CFV et CCFV (cf. composante 1), les **Conseils villageois de Développement (CVD)** ont été formés par la DGFOMR lors de 75 sessions qui ont touché 2 651 participants dont 1 268 membres de CVD. Les participants comprenaient en outre des représentants des autorités coutumières, des autorités religieuses, des Maires, des Préfets, des conseillers municipaux, des agents des STD et des agents domaniaux.

**L'appui institutionnel aux Chambres d'Agriculture** s'est poursuivi à travers l'acquisition de biens et de services et la prise en charge de frais de fonctionnement et de personnel, l'appui à l'élaboration de textes législatif et réglementaire et le soutien à la concertation à travers l'organisation de rencontres provinciales de coordination/bilan/planification.

**L'appui institutionnel aux Directions Régionales (DR) du MAAH, du MRAH et du MEEVCCs** s'est traduit par l'acquisition, en cours, de 72 nouvelles motos et de 36 postes informatiques, ainsi que par la prise en charge de l'entretien et du carburant des véhicules achetés antérieurement et du défraiement liés au suivi des activités du Projet sur le terrain.

#### **Renforcement des capacités des cadres multi-acteurs.**

Le projet peine à produire des documents à l'interface des aspects technique/politique et des fiches de capitalisation tel que prévu dans les activités de la partie FEM, avec le Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles (SP-CPSA), le Secrétariat exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire (SE-CNSA) et la CNA.

Pour avancer de façon concrète, les équipes pourront en 2020 intégrer les aspects climatiques et environnementaux dans le cadre d'exercices de définition des politiques publiques, la révision de la NDC (contribution nationale à l'accord de Paris sur le climat) et de la rédaction du Programme National du Secteur Rural (PNSR 3), en lien avec l'Observatoire National du Développement Durable (ONDD) qui dispose des données clés.

Les voyages d'étude prévus au Niger pour le SP-CPSA, les CRA et la CNA doivent être bien préparés, avec des termes de référence précis, pour tirer le meilleur parti des expériences de l'Initiative 3N et du réseau des chambres d'agriculture du Niger (RECA), en matière de liens entre le changement climatique, l'agriculture, et la sécurité alimentaire.

Il est attendu que la CNA, en lien avec les CRA, établisse un agenda de production de fiches de capitalisation, qui seront valorisées sur le site internet de la CNA avec des techniques similaires à celles employées par le RECA du Niger.

Les activités relatives aux formations sur l'intégration de l'environnement et du changement climatique dans les politiques ont par contre connu de bonnes avancées avec près de 600 personnes formées ou sensibilisées dont 100 producteurs et élus des CRA sur divers sujets environnementaux (agro écologie, lutte biologique, résilience au changement climatique).

[1] MP financé avant la révision du manuel du Fonds d'appui.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Harmoniser les dates d'achèvement et de clôtures du Don Initial, du Prêt/Don FIDA et du Don FEM</b>	RAF	12/2019
<b>Renforcer les capacités des COGES et assurer leur accompagnement</b>  Mettre en place un mécanisme durable d'entretien des infrastructures et pour leur reconnaissance au niveau des Comités locaux d'usagers de l'eau (CLE) dans la perspective de l'achèvement du Projet.	RCA/DGAHD	12/2019
<b>Prolonger les contrats des PAMO-MP afin qu'ils assurent pour un cycle, l'encadrement des promoteurs des microprojets en cours.</b>	RCEA/RAF	12/2019
<b>Prendre des dispositions urgentes pour négocier et renouveler les contrats des PAMO pour une durée minimale de 1 an et demi</b>	RCA/RAFC	03/2020

## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

#### Efficacité en matière de développement

**Efficacité**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le projet a pris les mesures nécessaires en vue de réaliser les objectifs définis lors de la Revue à mi-parcours (RMP) mais ses interventions sont perturbées par le contexte sécuritaire et des retards subsistent dans la mise en œuvre. L'ensemble des aménagements et des investissements structurants sont toutefois programmés dans le PTBA 2020 et le dispositif d'accompagnement sera intégralement en place avec le recrutement des Opérateurs d'appui conseil (OAC). La capacité des Chambres d'Agriculture à maintenir de façon autonome les services qui ont été développés ou consolidés avec l'appui du Projet n'est pas encore avérée.

#### Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Les activités mises en place par le Projet répondent bien à ses objectifs et il devrait pouvoir atteindre les cibles redéfinies lors de la RMP même si la réalisation de quelques activités accuse du retard, en particulier l'aménagement des périmètres maraichers et la récupération mécanique des terres dégradées. Ces retards s'expliquent pour partie par la situation sécuritaire mais également en raison des adaptations techniques recommandés lors de la RMP et de la saisonnalité des travaux d'aménagements.

L'identification des zones d'implantation des aménagements qui restent à réaliser est achevée, celle des infrastructures de stockage le sera d'ici la fin de l'année. Le Projet a prévu des implantations alternatives en cas d'évolution du contexte sécuritaire (études disponibles pour d'autres sites). Dans la mesure où tous les sites seront aménagés en 2020, le Projet pourra accompagner les bénéficiaires pendant deux cycles tels que prévus. En revanche, le contexte sécuritaire interdit, ou limite, l'accès à certains sites déjà aménagés et dans certains cas les populations elles-mêmes ont quitté les zones concernées. Une partie des aménagements ne pourra donc pas être mise en valeur, au moins temporairement, et il est très difficile d'anticiper l'évolution de la situation. Dans certaines zones, les risques sécuritaires entravent également les activités qui nécessitent le regroupement de bénéficiaires qui sont interdits ou déconseillés.

Si l'ensemble des Microprojets (MP) ont été lancés, certains d'entre eux n'ont pas la rentabilité attendue, essentiellement des MP d'aviciculture, d'élevage porcin et de transformation du karité. Cette situation peut s'expliquer par le niveau de technicité requis pour certains élevages, ou par le coût des matières premières dans le cas du karité et de la faiblesse dans l'appui.

Compte tenu des retards de mise en œuvre, de nombreux MP vont se poursuivre en 2020. Considérant qu'il est essentiel que les promoteurs de projets soient accompagnés techniquement, y compris dans le domaine de la gestion, pendant un cycle complet, il est nécessaire de maintenir le dispositif d'appui technique, en l'adaptant et en le réduisant au fur et à mesure de la clôture des MP, l'ensemble devant être terminé avant la fin 2020. Dans les discussions avec les

prestataires, les CRA et l'UGP devront s'assurer de la qualité des services rendus, notamment dans le domaine de l'élevage.

La Chambre Nationale d'Agriculture (CNA) a initié l'élaboration d'un programme stratégique en vue de mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ses missions. Il apparaît important que ce programme s'appuie sur un bilan de ses réalisations, que ce soit avec l'appui du Neer-Tamba, l'appui d'autres projets ou de manière autonome, qu'il propose une vision de comment la CNA se positionne par rapport à ses partenaires (ministères techniques, organisations paysannes, ONG, secteur privé, etc.) et qu'il propose un plan d'actions qui déclinent l'ensemble des missions. Afin de favoriser l'adhésion et la mobilisation des financements, ce processus d'élaboration devrait impliquer dès le départ (termes de référence) les partenaires techniques et financiers, le gouvernement et les conseils régionaux.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Appuyer l'élaboration du programme stratégique de la CNA</b>  Il s'agit d'une activité immédiate et continue qui se fera par la participation au processus de conception et de validation du document	Coordonnateur	03/2020

## Axe de développement

### Ciblage et portée

**Note: 5**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Les bénéficiaires du Projet correspondent bien aux cibles prévues. Le projet appui dès à présent davantage de bénéficiaires directs que ce qui avait été déterminé lors de la conception. De nouvelles cibles ont été calculées pour tenir compte des résultats obtenus. A date, le Projet a appuyé 187 135 bénéficiaires directs.

Le Projet, ses partenaires et les prestataires, font preuve d'une grande capacité d'adaptation pour adapter le ciblage géographique des interventions aux risques sécuritaires tout en essayant de préserver les activités déjà réalisées.

#### Principaux problèmes

Le Projet est doté d'une stratégie de ciblage mais celle-ci a été élaborée alors que la situation sécuritaire n'était pas aussi dégradée et elle pourrait donc se révéler, sur certains aspects, inadaptée au contexte actuel qui est par ailleurs en constante évolution et relativement imprévisible.

Le ciblage des nouvelles zones d'intervention, pour les aménagements notamment, tient compte des risques sécuritaires et privilégie les zones où ils sont plus limités et entravent moins les interventions, tout en restant dans les régions définies lors de la conception du Projet. Des zones de replis ont également été identifiées au cas où certains aménagements ne seraient plus réalisables. Les critères de ciblage permettent de sélectionner les membres des ménages les plus vulnérables même si les nouvelles zones d'intervention sont parfois moins vulnérables que celles initialement ciblées. La situation sécuritaire aura probablement une incidence importante sur l'évolution de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans toutes les régions où intervient le Projet.

Le Projet prévoit l'élaboration d'une stratégie de gestion des risques pour adapter ses modalités d'interventions au contexte sécuritaire évolutif. Il réfléchit également aux activités à mettre en place pour accompagner les personnes bénéficiaires qui ont été contraintes de se déplacer.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Procéder au remplacement des sites d'accès limité en raison de l'insécurité par d'autres pour lesquels les études sont disponibles</b>  Activité immédiate et continue	CRA	03/2020
<b>Etudier la situation des bénéficiaires déplacés et proposer des mesures d'accompagnement.</b>  Activité immédiate et continue	Coordonnateur	05/2020

### Égalité des sexes et participation des femmes

**Note: 5**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Les cibles en matière de proportion de femmes (50% pour 58% attendu) et de jeunes (47% pour 40% attendu) sont appréciables, cette situation devrait s'améliorer dans la mesure où les critères de sélection des bénéficiaires sont maintenus.

La Stratégie genre et ciblage a été élaborée et un spécialiste recruté pour le portefeuille du FIDA au Burkina Faso.

### Principaux problèmes

Les critères de sélection des bénéficiaires du Projet, couplé à la nature des activités appuyées, lui ont permis d'atteindre les jeunes au-delà des proportions qui étaient attendues.

Le Projet et ses partenaires ont su mettre en place des mesures incitatives, pour l'alphabétisation par exemple (où plus de 60% des apprenants étaient des femmes) ou les séances ont été couplées avec des appuis en bonnes pratiques de nutrition et avec l'octroi de petites incitations financières (250 FCFA /jour en 2019) destinées à compenser le fait que les femmes privilégiaient la participation aux séances de formation au détriment d'activités génératrices de revenus. Ces compensations financières ont été par ailleurs données sous deux formes, une partie quotidiennement pour subvenir à des besoins immédiats et une partie sous la forme de pécule à la fin des cycles de formation.

Les résultats obtenus concernant la participation des jeunes hommes (qui représentait, en 2018, 22,2% des bénéficiaires) sont d'autant plus intéressant que cette catégorie de population est généralement davantage concernée par les migrations et les déplacements internes, que ce soit pour rejoindre les sites d'orpaillage ou en raison de la baisse des opportunités économiques dans les zones de forte insécurité.

<b>Productivité agricole</b>	<b>Note: N/A</b>	<b>Notation précédente: 4</b>
------------------------------	------------------	-------------------------------

### Justification de la note

Au cours de la campagne agricole de 2018/2019, les rendements moyens des principales spéculations enregistrées ont été de 2 413 kg/ha pour le riz, 920 kg/ha pour le sorgho, 783kg/ha pour le mil, 1500kg/ha pour le maïs et 573 kg/ha pour le niébé (en première année d'exploitation pour les céréales sèches). Ces rendements sont supérieurs à la moyenne nationale des rendements sur les 5 dernières années desdites cultures dans les 3 régions du projet (1 200 kg/ha pour le riz, 900kg/ha pour le sorgho, 741kg/ha pour le mil et 1 160 kg/ha pour le maïs).

Il faut mentionner que pour les céréales sèches, ces résultats sont obtenus sur des terres préalablement très pauvres, lessivées et abandonnées.

### Principaux problèmes

Des données recueillies par la mission lors des entretiens avec les exploitants du bas-fond rizicole de Yargo dans la commune de Bokin et des agriculteurs bénéficiaires des aménagements CES/DRS du village de Tance dans la commune de Arbollé, il ressort que les rendements peuvent atteindre 3,5 t/ha pour le riz et, 1,5 t/ha pour le sorgho dans ces sites visités. Ceci prouve que le Projet est dans une bonne lancée en matière de productivité agricole. Cependant, il est utile de mentionner que les cibles en terme de rendements à atteindre dans le Document de Conception de Projet (DCP) (3,6t/ha pour le riz, 3,2t/ha pour le maïs, 800kg/ha pour le niébé) sont particulièrement ambitieux. Afin de maintenir cette tendance, la mission recommande d'engager immédiatement le processus pour l'acquisition et la livraison des engrais pour la campagne agricole de 2020/2021.

Pour ce qui concerne les aménagements hydro-agricoles, on peut souligner que les bas-fonds aménagés, tout en assurant un stockage temporaire des eaux pluviales et de ruissellement, améliorent la recharge de la nappe phréatique et sécurisent les cultures contre les déficits hydriques. Ils constituent un potentiel important de production et de diversification avec une importante plus-value pour la productivité.

Les périmètres maraichers constituent une source de revenu important et un potentiel de diversification nutritionnelle pour les enfants et les femmes qui constituent les principaux bénéficiaires. Ceux situés dans les hautes terres constituent les seules possibilités de diversification de cultures dans ces zones. La plupart de ces sites sont équipés de puits non pourvus en moyen d'exhaure et exploités majoritairement par des femmes. Au niveau des puits permanents, il serait important de réduire la pénibilité de l'exhaure et d'améliorer l'arrosage pour une meilleure efficacité en raison de la rareté de l'eau surtout en saison sèche.

La productivité de certains micro-projets d'élevage de volaille a été affectée par d'importantes mortalités dues à la non prise en compte de la vaccination dès le départ dans le montage et le financement. D'autres micro-projets d'embouche porcine ont connu également des pertes dues à la non maîtrise des circuits de commercialisation



<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Acquisition et la livraison des engrais</b>  Lancer immédiatement le processus d'appel d'offre pour l'acquisition et la livraison des engrais pour la campagne agricole de 2020/2021.	RCEA/SPM	12/2019
<b>Pérennité des puits des 53 sites existants</b>  Evaluer la pérennité des puits des 53 sites existants dans les zones hautes et équiper les puits permanents de petites motopompes et de KIT goutte à goutte	RCA	05/2020

#### Nutrition

**Note: 4**

#### Justification de la note

Le projet investit dans plusieurs activités dites « nutrition sensitive », comme l'introduction de la nutrition dans les formations d'alphabétisation et l'IEC, les Plans de développement d'entreprise (PDE) produisant des produits riches en vitamines (feuilles de baobab et de moringa) et plus marginalement dans l'accès à l'eau potable à partir des forages prévus pour les cultures maraîchères. Il fait partie du groupe de projets FIDA au Sahel qui proposent un ensemble bien articulé d'actions contribuant à réduire les taux de malnutrition infantile

#### Principaux problèmes

32 PDE de la première vague (sur 100) concernent des activités de production de produits à base de baobab, de moringa et de tamarin qui ont un marché clair dans la région du Nord et sont des produits qui concourent drastiquement à la lutte contre la malnutrition. C'est également le cas de 46 PDE sur 115 pour la deuxième vague de PDE analysés par la Direction Générale de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DGEVCC). Le baobab arrive en première place avec 53 PDE concernés (production de feuilles séchées ou fraîches, de jus, de gâteau de pain de singe).

Les cultures maraîchères concourent également à une diète plus équilibrée, même si l'impact est plus diffus. Les formations à l'alphabétisation comprennent des modules sur les bonnes pratiques d'hygiène et de nutrition, et cela constitue un des moyens les plus efficaces dans le contexte sahélien pour toucher les mères.

Un niveau d'intégration supplémentaire de toutes ces actions serait d'introduire dans les parcelles maraîchères des haies de clôture ou des planches comprenant des plants de moringa et de baobab. Ces formations auront également un rôle de brise vent limitant l'évapotranspiration

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Promotion de la plantation de moringa et de baobab pour la nutrition</b>  Systématiser la plantation de moringa et de baobab dans les périmètres maraîchers partout où les ententes foncières le permettent.	RCEA, CRA/OAC	06/2020

#### Adaptation aux changements climatiques

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le projet a fait de substantiels progrès sur le thème du changement climatique. Il a dépassé ses objectifs 2019 en matière de CES/DRS pour la partie FEM et le travail d'animation des opérateurs d'ingénierie sociale, l'Association Entraide et Solidarité Mutuelle au Sahel (SEMUS) et la Fédération Nationale des Groupements Naam(FNGN), est de grande qualité. Le projet a également affiné l'estimation de son potentiel de séquestration de carbone avec l'appui du centre AGRHYMET à Niamey. Il commence à investir dans les énergies renouvelables, comme le pompage solaire, et des solutions d'économie de la ressource en eau (goutte à goutte).

Les objectifs de CES/DRS ont été dépassés pour la partie FEM, avec 7 795 hectares traités, dont une majorité en cordons pierreux, Régénération naturelle assistée (RNA) et zai. Les rendements en sorgho rapportés par les producteurs pour la campagne 2019 sont autour de 1 500 kg à l'hectare, soit 600 kg au-dessus de la moyenne sur 5 ans dans les régions du projet. Ces techniques permettent de stocker l'eau et d'enrichir la teneur en matière organique des sols, augmentant leur capacité de rétention en eau.

Le projet priorise désormais les aménagements de bas-fonds de type PAFR, avec enrochements et renforcement des diguettes avec du géotextile. Cela renforce la résilience de ces aménagements contre les crues violentes, de plus en plus



fréquentes avec le changement climatique. Ces aménagements sont de ce point de vue plus durables que ceux du type PRP.

Le projet a pu réaliser une mission auprès du centre AGRHYMET pour affiner le calcul de son potentiel de stockage de carbone, grâce au logiciel EX ACT. Celui-ci est de 1 730 000 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit 12 % des objectifs conditionnels de la contribution nationale déterminée du Burkina Faso dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

Le projet investit dans les énergies renouvelables, avec des solutions non émettrices de gaz à effet de serre. 34 PDE financés par le FEM vont intégrer ce genre de technologies dans la deuxième vague de PDE, avec des séchoirs solaires et des réfrigérateurs solaires (pour la conservation des jus de fruit). Il démarre une collaboration avec la Maison Allemande, entreprise installée au Burkina Faso, pour promouvoir l'irrigation solaire, au niveau de 10 forages prévus pour 41 hectares. Il a également testé une pompe solaire portable, avec ses deux panneaux transportables dans une valise. Ce matériel peut être proposé pour des irrigants maraîchers pour des superficies allant jusqu'à 5 000 mètres carrés. Elle peut également être proposée à la location, avec un prestataire itinérant.

## Principaux problèmes

La partie plus faible concerne les activités dévolues au SP-CPSA, à la CNA et au SE-CNSA en matière de lien entre les aspects techniques sur le terrain et les politiques. Deux formations importantes sont à noter cette année, une sur la neutralité en carbone et la dégradation des terres, organisée par le SP CPSA avec deux pays Sahélien, le Sénégal et le Niger, et une sensibilisation au changement climatique, organisée par le Secrétariat permanent du Conseil national pour le Développement Durable (SP-CNDD) au bénéfice d'agents du SE-CNSA et de membres du Comité technique-CNSA. Mais aucune fiche à l'interface science/politique n'a été produite. Dans la mesure où le SE-CNSA est responsable du programme budgétaire 076 « Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles », il pourrait prendre des mesures pour favoriser la prise en compte des questions environnementale et d'adaptation au changement climatique dans les planifications des différents acteurs (projets, administrations, etc.) contribuant à la mise en œuvre de son programme. Il pourrait adopter la même démarche lors du bilan de la mise en œuvre et de l'actualisation du Plan d'Actions de la Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et nutritionnelle (PNSAN). Le Projet est encouragé à accompagner le SE-CNSA dans cette démarche.

Les fiches techniques produites par la CNA ont progressé quant à leur contenu, mais ne présentent pas encore clairement les techniques sous un angle intégrant le climat.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Suivi continue de la végétalisation des espaces restaurés.</b>  Suivre avec Google Earth et les outils EO4SD la végétalisation des espaces restaurés.	CA avec ONDD (SEMUS et FNGN)	01/2020
<b>Amélioration du canevas des fiches techniques</b>  Améliorer le canevas des fiches techniques en suivant les principes de l'agriculture climato intelligente	Resp. SEnv. et CNA	01/2020
<b>Revision du protocole d'accord avec le SE-CNSA</b>  Reprendre le contenu du protocole d'accord, en incluant le suivi par le SE-CNSA des activités liées au climat dans le plan de réponse annuel, et non le suivi évaluation des activités du projet	UGP et SE-CNSA	01/2020
<b>Contributions du Neer -Tamba à la mise en œuvre des politiques climatiques (NDC et PNA).</b>  S'assurer continuellement d'une meilleure visibilité des contributions du Neer -Tamba à la mise en œuvre des politiques climatiques (NDC et PNA).	Resp. SEnv.	03/2020
<b>Intégration des aspects climat dans la conception à venir du PNSR 3</b>  Intégrer les aspects climat dans la conception à venir du PNSR 3, par exemple avec une annexe dédiée, et faire le lien avec la révision de la NDC	Resp. SEnv. et SP-CPSA	06/2020

## b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

### Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 4

Notation précédente: 3

#### Justification de la note

Le Projet a contribué à l'élaboration de textes législatif et réglementaire qui permettent un meilleur ancrage institutionnel des Chambres d'Agriculture mais celles-ci doivent encore être accompagnées pour mieux définir leurs visions, leurs objectifs et présenter les services qu'elles entendent rendre à leurs ressortissants (cf. section efficacité).

Le Projet a aussi initié un guide national sur la sécurisation foncière des aménagements et il accompagne les institutions chargées de l'appui aux organisations paysannes dans leur mutation vers le statut « coopératives », ainsi que celles chargées de l'immatriculation.

Le Projet a contribué significativement au renforcement institutionnel et à la visibilité opérationnelle des Chambres d'agriculture (CA) mais celles-ci doivent encore construire et formaliser leurs stratégies et traduire leurs missions dans un programme détaillé qui permettent à leurs ressortissants et à leurs partenaires d'avoir une vision claire de leurs ambitions et des moyens nécessaires pour les réaliser. Un important travail reste à réaliser pour identifier l'ensemble des services qui pourrait être rendu par les CA et pour évaluer les potentialités de leurs différents services en termes d'apport de ressources financières. Cette réflexion doit tenir compte des partenariats à mettre en place, avec les services techniques, avec les faitières des Organisations Paysannes (OP), avec la Chambre de commerce, avec les Institutions financières, etc. pour envisager les différentes collaborations, les possibilités de mutualisation, de prestation ou de délégation de services envisageables.

#### Principaux problèmes

A ce stade, rien ne permet d'affirmer que le dispositif et les services financés par le Neer-Tamba à travers les CA pourront être poursuivis au terme du Projet. La Loi d'Orientation Agro-Sylvo-Pastorale, Halieutique et Faunique, et surtout la Loi en préparation portant « création, attributions, organisation et fonctionnement des Chambres d'Agriculture du Burkina Faso », et ses décrets d'application, pourraient aboutir à la mise en place de ressources pérennes pour ces CA, au-delà de la subvention actuellement accordée par l'Etat.

L'élaboration en 2020 de la troisième phase du document cadre de planification en matière de développement rural, le Programme National du Secteur Rural (PNSR), constitue une opportunité pour les CA de renforcer leur rôle de représentation des OP en participant à la rédaction du document, tant au niveau régional qu'au niveau national. Au-delà de permettre à la profession agricole, au sens Agro-sylvo-pastoral, halieutique et faunique, de contribuer de manière coordonnée et de faire valoir des points de vues consensuels ou tout au moins négociés entre les acteurs de la profession, la participation à l'élaboration du PNSR 3 pourrait être l'occasion de négocier un rôle central pour les CA dans sa mise en œuvre.

La transformation des OP en sociétés coopératives, conformes au statut OHADA, connaît aujourd'hui des difficultés liées d'une part à l'absence d'un document de référence décrivant le contenu des dossiers à présenter, la démarche à entreprendre (étapes, acteurs / structures responsables, etc.) et les différents coûts liés à la procédure ainsi que, d'autre part au retard constaté au niveau des hauts commissariats dans l'enregistrement des demandes d'immatriculation. Des rencontres sont prévues au niveau national et au niveau régional, sous l'égide des CA et de la Direction de l'organisation des producteurs et de l'appui aux institutions rurales (DOPAIR) pour essayer de lever ces contraintes.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Elaboration d'un guide national pour la création et l'immatriculation des sociétés coopératives</b>  Appuyer la DOPAIR et les CA dans l'élaboration d'un guide national pour la création et l'immatriculation des sociétés coopératives.	RCEA	06/2020

### Établissement de partenariats

Note: 5

Notation précédente: 5

#### Justification de la note

Les activités du Neer-Tamba sont mises en œuvre par un grand nombre de partenaires avec divers acteurs clés du monde rural du Burkina Faso issus du public, du privé et des Organisations de la Société Civile (OSC), à travers des conventions cadres de partenariat et des protocoles d'exécutions annuels. Le Projet fait preuve d'une bonne capacité de gestion de l'ensemble des partenariats malgré le nombre élevé de partenaires et d'interventions. Le Projet est encouragé à maintenir des évaluations périodiques de performance de ces partenariats afin de corriger leurs éventuelles faiblesses ou, éventuellement, de capitaliser leurs acquis.

Les principaux partenaires sont constitués des CA, qui assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée des composantes 2 et 3 du projet. Les CA ont également tissé et entretenu une collaboration dynamique avec tous les acteurs intervenant dans le

développement du monde rural. L'accompagnement et le renforcement des capacités du Projet ont aussi permis aux CRA de tisser et entretenir d'autres partenariats dynamiques et d'assurer la réalisation des activités au profit des bénéficiaires, à travers notamment les ressortissants, les STD, l'administration territoriale, les projets et programmes intervenant dans chaque région.

Au niveau du financement FEM, des partenariats sont développés sur une base de protocoles avec des structures publiques (DGEVCC, ONDD, SP-CPSA, SE-CNSA), des organisations professionnelles (la CNA et la CRA du Nord) et des associations et Organisations de la société civile (SEMUS et FNGN sur l'ingénierie sociale).

En outre, plusieurs autres partenariats ont également été établis avec les structures suivantes: les Institutions publiques de l'Etat (STD, DGFOMR, DGAHDI, SONATER) ; les Institutions de recherche (AGRINOVIA avec la co-innovation paysanne, ICRAF avec les Systèmes Alimentaires Résilients, l'université Ouaga1 et ISSEP-Belgique sur la gouvernance environnementale et enjeux socio-économique de la dégradation des terres dans la région du Nord) ; le Secteur privé (PAMO, PAMO-MP, Opérateurs en alphabétisation, en IEC et en appui conseil) ; les Collectivités territoriales (les Communes) ; les Associations et organisations de la société civile (consortium APESI/Maison Allemande pour la promotion de la micro-irrigation et le pompage solaire, l'ONF pour l'observation des pratiques sur le foncier) ; les Partenaires Techniques et Financiers (JICA sur l'Approche Smallholder Horticulture Empowerment & Promotion (SHEP ou approche pour l'autonomisation des petits exploitants horticoles) ; AGRA sur le partage des innovations technologiques des opérations post-récolte du niébé ; le PAM sur la nutrition et la FAO sur les jardins nutritifs) ; les Projets et programmes (le PAPSA (BM) sur la distribution électronique des intrants (e-voucher), la Grande Muraille Verte sur la récupération des terres dégradées, le PSAE (AFD) sur le foncier, le PRRIA (BID) sur les magasins de stockages, PCESA (DANIDA) sur la gestion des infrastructures marchandes.

Des partenariats potentiels sont en cours de développement : (i) le CNSF pour des formations et des fournitures de semences et de plants de qualité pour la pérennisation de la ressource sur le volet FEM; et (ii) la SNV pour un partage d'expériences sur l'engagement citoyen.

Cette forte expérience du Projet en matière de gestion de ces partenariats mérite une capitalisation spécifique et une diffusion.

Dans sa stratégie de planification spatialisée, le projet a noué un partenariat avec l'ONDD et a bénéficié des actions de l'initiative EO4SD de l'Agence spatiale Européenne notamment en termes de renforcement de capacités et d'accès aux produits (site Web Lizard, données d'images, services EO4SD via un serveur FTP). Ce partenariat a permis au projet de mieux cibler et identifier les zones dégradées nécessitant des traitements et mérite donc d'être renforcé notamment sur la maîtrise de l'outil cartographique.

Le projet a également initié en 2019 un partenariat avec l'ONG AKVO Fondation pour la capitalisation et le suivi des investissements réalisés avec l'aide d'un outil de collecte mobile avec smartphones et une analyse et visualisation des données collectées. Ce partenariat ayant permis, en dépit du contexte sécuritaire, de conduire les enquêtes de terrain et d'assurer le suivi et le contrôle des travaux d'aménagement, mérite d'être poursuivi.

## Principaux problèmes

La situation sécuritaire limite le déploiement des interventions sur le terrain et affecte de ce fait la mise en oeuvre des engagements dans le cadre des partenariats établis.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Capitalisation des expériences en matière de gestion des partenariats</b>  Capitaliser la riche expérience du Projet en matière de gestion du partenariat	UGP (RGSC)	11/2020

**Capital humain et social et autonomisation**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

## Justification de la note

Le Projet a significativement contribué au renforcement des capacités des bénéficiaires à travers l'alphabétisation, les activités d'Information Education et Communication (IEC) et les formations techniques. Il a su également mobiliser les ressources et expertises endogènes et il a contribué à les consolider.

Les premiers constats des opérateurs laissent apparaître des dynamiques sociales positives en termes de participation des jeunes et des femmes aux activités de développement, à leur place au sein des ménages, ou d'appropriation des mesures d'hygiène.

De l'avis général des partenaires de mise en œuvre, le Projet a permis aux services techniques déconcentrés (STD) et aux Chambres d'agriculture de mener des actions conjointement et de renforcer ainsi la synergie entre ces structures. Les activités d'alphabétisation et d'IEC s'achèvent en 2019 sur un bilan très positif en termes de participation et d'appréciation par les partenaires institutionnels, notamment les Directions Régionales de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (DRENAPLN). Les bibliothèques mobiles (ou biblio-motos) ont rencontré un vif engouement et elles constituent un moyen important pour permettre aux personnes alphabétisées de maintenir et de développer leurs acquis dans des zones où les livres sont rares et pas forcément adaptés à leur niveau

de lecture. Par ailleurs, les bibliothèques mobiles diffusent des ouvrages portant sur des thématiques, techniques et sociales, qui correspondent aux attentes des populations alphabétisées et qui leur permet de développer des compétences qu'elles peuvent appliquer dans leur vie quotidienne. La réalisation, par les DRENAPLN d'un bilan des interventions du Projet en matière de bibliothèques mobiles, y inclus les fonds qui ont été collectés par les opérateurs à partir des frais d'adhésion et qui devaient servir à pérenniser le service, pourraient permettre une meilleure prise en compte de cette activité au plan national et éventuellement sa prise en charge dans le cadre du Fonds pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle (FONAENF).

Les nombreuses capacités endogènes qui ont été mobilisées, promues et consolidées dans le cadre du Projet constituent un vivier d'expertise et un réseau local et opérationnel sur lequel les CA pourraient s'appuyer pour délivrer des services à leurs ressortissants et elles devraient intégrer ces différentes ressources dans leurs programmes stratégiques. Les CA pourraient également accompagner ces différents acteurs locaux (paysans relais, paysans aménagiste, animateurs endogènes, rédacteurs, etc...) dans leur structuration professionnelle, sur une base thématique et / ou géographique, et favoriser leur mise en relation avec des partenaires potentiels qui pourraient leur confier des prestations et s'appuyer sur leur expertise locale. Une attention particulière devra également être portée à la prise en compte des ressources endogènes dans les modalités d'intervention des Opérateurs d'Appui Conseil (OAC) en voie de recrutement et plus généralement aux rôles et responsabilités des différents acteurs (STD, CA/OAC, expertises endogènes, ONG en appui aux activités financés par le FEM, etc.) dans les services apportés aux bénéficiaires pour consolider les synergies existantes.

La dynamique partenariale a permis un renforcement de la collaboration entre les CRA, les STD, les collectivités décentralisées et les organisations à la base (CVD, OP) à travers des cadres d'échange et de concertation dans la programmation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités d'aménagement. La diffusion des textes réglementaires à travers cette chaîne d'acteurs locaux et les cadres de concertation mis en place ont permis de renforcer la compréhension des questions foncières, d'accompagner les bénéficiaires dans la sécurisation des investissements et de minimiser les conflits

### Principaux problèmes

RAS

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Bilan de l'intervention des bibliothèques ambulantes</b>  Réaliser en lien avec les DRENAPLN un bilan de l'intervention des bibliothèques ambulantes	RCEA	03/2020

**Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet**

**Note:**

**Adaptabilité des prestataires de services**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

Le Projet s'appuie actuellement sur un dispositif de partenaires et de prestataires performants, impliqués, et qui, en dépit des contraintes importantes liées au contexte sécuritaire, parviennent à délivrer des services dans la plupart des zones d'intervention du Neer-Tamba. Les services techniques déconcentrés font notamment preuves de grandes capacités d'adaptation en modifiant leurs modes d'intervention pour tenir compte des risques auxquels ils sont particulièrement exposés tout comme les entreprises.

Les premières interventions des ONG d'ingénierie sociale sur le financement FEM sont jugées très satisfaisantes. Au vu des réalisations du projet, les performances des PAMO, des entreprises et des bureaux d'études et de contrôle des travaux sont jugées satisfaisantes. En dehors de 2 marchés de travaux d'aménagement de bas-fonds non exécutés pour cas de force majeure (insécurité et problèmes fonciers), il n'y a pas eu de résiliation de marchés ou de retards importants dans l'exécution des prestations d'études et de travaux. Selon la dernière évaluation de 2018 et le témoignage de l'UGP, les différents PAMO assurent correctement leurs missions et ont su chaque fois s'adapter au contexte sécuritaire. Ils ont instauré dans le cadre des travaux des réunions mensuelles de supervision des travaux regroupant les dirigeants des entreprises, les chefs de mission de contrôle, la CRA, l'UGP et les STD pour assurer un meilleur suivi des chantiers. Pour une meilleure appropriation des investissements, il serait nécessaire que ces rencontres périodiques et les séances de réceptions des travaux soient élargis aux représentants des comités de gestion.

### Principaux problèmes

Le Projet devra s'assurer que l'introduction des Opérateurs d'appui conseil dans le dispositif de prestataires du Projet se fasse encore une fois dans une logique de complémentarité des différents intervenants et, dans la mesure du possible, d'une collaboration effective et régulière, que ce soit avec les STD ou avec les opérateurs d'ingénierie sociale sur le

financement FEM.

Les faiblesses relevées précédemment sur les délais de transmission des rapports ont été en partie résorbées mais l'annonce de l'arrêt des prestations à la fin de l'année 2019 (cf. section efficacité) a nui à la réalisation ou à la transmission des fiches de suivi des microprojets par les PAMO-MP. L'UGP et les CRA doivent prendre les dispositions nécessaires pour récupérer ces documents essentiels à l'évaluation de l'intervention du Projet, notamment au plan économique.

#### **Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La plupart des actions du Projet concourent à une amélioration de l'environnement, en favorisant la restauration du couvert végétal et de la biodiversité dans les terroirs. Il investit également dans des énergies non polluantes, comme les énergies renouvelables. Cependant, un grand nombre de PDE se concentrent sur des ressources de plus en plus rares dans les régions d'intervention, comme le karité et le néré.

L'utilisation des pesticides par le projet est également un point d'attention. La promotion des bio-pesticides doit être envisagée sur les systèmes de culture pertinents.

Les actions de CES/DRS promues par le Projet contribuent à la lutte contre la désertification. Elles limitent l'érosion et augmentent la couverture herbacée et arborée dans les terroirs. La récupération mécanique des terres et la RNA sont les plus notables, car elles concourent en plus à la restauration de la biodiversité dans les terroirs, en protégeant et stimulant la repousse des arbres utiles (Balanites, Baobab, gommiers...). Cependant l'absence des chartes foncières des sites récupérés compromet la durabilité des investissements.

Les techniques d'aménagement de bas-fonds et les technologies de pompage solaires promues par le projet contribuent à la préservation des ressources naturelles (eau et sol). La prise en compte des atténuations d'impacts négatifs et de plans de gestion environnemental et social (PGES) dans les investissements d'aménagement renforce également la préservation de l'environnement.

#### **Principaux problèmes**

Les PDE financés par le FEM concourent en principe à une exploitation rationnelle des différents produits forestiers non ligneux présents dans la zone du Projet. Les trois produits arrivant en tête dans les deux premières vagues de PDE sont le baobab, le néré et le karité. 50 PDE sur 215 concernent déjà le néré, dont la rentabilité est soutenue par une demande forte de néré torréfié, le soumbala. L'utilisation de séchoirs solaires pour les feuilles de baobab est intéressante et limite la consommation de bois. Toutefois, plusieurs problèmes doivent être anticipés. L'évaluation conduite sur les microprojets de la partie FIDA du Neer -Tamba montre une faillite fréquente des MP traitant le karité. Cela est dû au prix élevé de la matière première, plus rare dans le nord du Burkina Faso. Au-delà du risque économique, il faut suivre les risques de pression sur la ressource, en ce qui concerne le karité et le néré, rares dans les régions du Neer -Tamba. Une collaboration avec le Centre National des Semences Forestières (CNSF) peut être intéressante, car il maîtrise la production de plants de karité greffés qui entrent en production précocement et pourraient être plantés par les promoteurs sur des terrains péri-urbains leur appartenant. Par ailleurs le CNSF peut être utile aux PDE de pépiniéristes en fournissant des semences certifiées.

Le projet promeut par ailleurs l'utilisation d'engrais et de pesticides pour la production des céréales et des produits maraichers. Cela peut avoir des conséquences sur l'environnement. A minima, la promotion des bio-pesticides devraient être faite par les OAC, dans le cadre du traitement de cultures maraichères pour lesquelles des techniques éprouvées existent. Le projet PRODAF au Niger a par exemple de bons résultats avec les bio-pesticides à base de neem et de piment.

Le Projet pourrait promouvoir l'utilisation de micro doses d'engrais, en combinaison avec les techniques du zai et des demi-lunes.

Sur le plan du suivi des politiques, l'ONDD a terminé de mettre en place le suivi des indicateurs environnementaux du PNSR 2, avec 30 indicateurs suivis et renseignés. Il devra en 2020 s'investir dans le chantier du PNSR 3 et la révision de la NDC du Burkina Faso

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Collaboration avec le CNSF</b> Engager la collaboration avec le CNSF	UGP	03/2019
<b>Promouvoir les bio-pesticides</b> Promouvoir les bio-pesticides	RCEA, OAC	12/2019
<b>Suivi technico économique des PDE</b> Renforcer le suivi technico économique des PDE durant le premier cycle de production	Resp. SEnv., (SEMUS et FNGN)	01/2020
<b>Limiter le nombre de nouveaux PDE sur les filières karité et néré</b> Limiter pour la troisième vague le nombre de nouveaux PDE sur les filières karité et néré	DGEVCC	03/2020
<b>Chartes foncières des sites récupérés et accompagnement des bénéficiaires dans la gestion des investissements</b> Élaborer les chartes foncières des sites récupérés et assurer l'accompagnement des bénéficiaires dans la gestion, l'entretien et la mise en défens des investissements réalisés	UGP	06/2020
<b>Partage de l'expérience environnementale du Neer-Tamba</b> Faire connaître l'expérience environnementale du Neer-Tamba dans le cadre de la révision du PNSR et de la NDC	OND	11/2020

**Stratégie de retrait**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La stratégie de désengagement et son plan d'actions sont en place mais sa mise en œuvre doit s'inscrire nécessairement dans un processus plus dynamique de suivi et de mise à jour des activités avec les structures responsables mais également avec les autres partenaires clés. Des rencontres spécifiques régulières doivent être prévues ainsi qu'un rapportage spécifique.

#### **Principaux problèmes**

La Stratégie de désengagement ne fait pas encore l'objet d'une attention suffisante par le Projet ce qui s'explique certainement pour partie par le fait qu'il est encore dans une phase de mise en place des investissements. Certaines activités sont toutefois achevées et certains objectifs, comme celui de l'autonomisation des CA, doivent s'accompagner d'un désengagement progressif du Projet pour pouvoir être atteint.

Le Projet doit désormais considérer la mise en œuvre de la Stratégie de désengagement comme une priorité et mettre en place des modalités de suivi qui associent l'ensemble des partenaires clés afin de procéder au bilan périodique de la mise en œuvre du Plan d'actions et à son actualisation régulière, comme cela a été fait lors de la mission d'appui d'octobre 2019. Cette actualisation devra permettre une meilleure prise en compte des objectifs et activités du financement FEM ainsi que le renforcement de l'expertise endogène en lien avec la future stratégie de gestion des savoirs.

L'évaluation des Chambres d'Agriculture est en cours et le rapport provisoire vient d'être déposé le 20 novembre 2019. Celle-ci devrait fournir des éléments d'analyses, ou directement des propositions, en vue de renforcer le processus d'autonomisation des CA qui pourront être prises en compte lors de l'actualisation du Plan d'actions.

Le Plan d'actions dans sa version actuelle devra être annexé au PTBA 2020, ou transmis simultanément avec ce dernier, au Comité de Revue et au FIDA.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Mise en œuvre du Plan d'actions de la stratégie de désengagement</b>  Organiser des rencontres régulières sur la mise en œuvre du Plan d'actions de la stratégie de désengagement et produire des rapports d'avancements spécifiques sur une base semestrielle incluant la mise à jour du Plan d'action et l'état d'avancement de sa mise en œuvre.	RSE	03/2020
<b>Suivi du plan de désengagement du projet</b>  Prévoir une annexe au rapport d'activité préparé avant les missions de supervision portant sur l'exécution et le suivi du plan de désengagement du projet (reconduit)	RSE	06/2020

**Potentiel de reproduction à plus grande échelle**

**Note: 4**

**Notation précédente: 5**

#### **Justification de la note**

Le Projet met en œuvre, pour l'essentiel, des technologies et des approches de formations et d'appui conseil éprouvées, dont la mise à l'échelle est déjà une réalité dans le contexte national.

Les innovations du Projet portent davantage sur certains aspects du montage institutionnel, comme le rôle confié aux CA et des actions impliquant conjointement les services des ministères en charge de l'agriculture et de l'environnement. On peut déjà noter l'adoption au plan national d'un guide de négociation des ententes foncières élaboré par la DGFORMR dans le cadre du Neer-Tamba.

Le Projet a su estimer son potentiel de séquestration de carbone et cela peut servir d'exemple pour d'autres projets d'adaptation de l'agriculture au changement climatique au Burkina Faso.

#### **Principaux problèmes**

Les innovations du Projet en terme de montage institutionnel et de modalités d'interventions devront être évalués en fin de Projet au regard non seulement des résultats physiques obtenus mais également de la pérennité du dispositif d'intervention.

La complexité du montage institutionnel et des modalités d'interventions, associant un grand nombre de partenaires, rendent difficile la reproductibilité du dispositif d'intervention qui a été mis en place et une évaluation poussée devra être réalisée à l'achèvement du Neer-Tamba pour déterminer l'efficacité et l'efficience du modèle qui a été expérimenté, et surtout, s'il a effectivement permis l'autonomisation des Chambres d'agriculture dans leurs capacités à rendre des services conformes à leurs missions.

### **c. Gestion du projet**

**Qualité de la gestion du projet**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La qualité de gestion du Projet est satisfaisante, et celle-ci l'est d'autant plus si l'on prend en compte la complexité du montage institutionnel et le très grand nombre d'acteurs intervenant dans sa mise en œuvre. Les conditions de mise en œuvre sont par ailleurs impactées par la situation sécuritaire dans les trois régions d'intervention. L'UGP démontre face à cette situation d'une forte réactivité et d'une grande capacité d'adaptation et de coordination des différents acteurs

#### **Principaux problèmes**

Le Projet rencontre quelques difficultés dans la gestion de certains prestataires (PAMO-MP), en raison principalement de la réduction de la durée de leur prestation prévue pour l'accompagnement des microprojets décidée lors de la RMP. A ce niveau la mission recommande que la durée de leurs contrats soit alignée sur la clôture des micro-projets encore en cours et qui devraient tous s'achever courant 2020.

L'équipe du projet est au complet et elle est stable.

Le recrutement, en voie d'achèvement, des opérateurs d'appui conseil (OAC) qui vont intervenir auprès des bénéficiaires des aménagements hydro-agricoles, va permettre au Projet de disposer de l'ensemble de son dispositif d'accompagnement technique.



<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Assurer une plus grande coordination des acteurs</b>  Porter une attention particulière à la coordination de tous ces acteurs, afin de renforcer les synergies qui sont actuellement constatées sur le terrain, et de s'inscrire dans une perspective de durabilité pour l'après projet en veillant aux relais qui devront être pris soit par la profession agricole (CRA, OP, expertise endogène), soit par les services technique.	Coordonnateur	03/2020

**Gestion des savoirs**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Le Projet, de par la diversité de ses interventions, de la spécificité de son montage institutionnel et de ses modalités d'intervention, est susceptible de générer de nombreuses connaissances et il a d'ores et déjà réalisé plusieurs études d'effets, thématiques ou de capitalisation.

La Stratégie de gestion des savoirs n'a toutefois pas encore été élaborée. Le recrutement du spécialiste en gestion des savoirs et communication du portefeuille du FIDA au Burkina Faso est en cours.

#### **Principaux problèmes**

En dehors du recrutement du spécialiste du portefeuille FIDA, pour lequel trois personnes doivent être auditionnées dans les semaines à venir, le Projet a relancé le recrutement, après un premier processus qui s'est révélé infructueux, d'une assistance technique pour les appuyer dans l'élaboration de la stratégie de gestion des savoirs. Deux offres ont été déposées mais le dépouillement n'a pas encore été réalisé. La stratégie devrait donc être disponible au cours du premier semestre 2020. Ce retard permettra au spécialiste du portefeuille de contribuer significativement à cette élaboration.

Le Projet a d'ores et déjà conduit plusieurs études et une meilleure valorisation de celles-ci permettrait de donner plus de visibilité au Projet et de communiquer sur les résultats qui ont déjà été atteints dans le domaine de la restauration des terres agricoles par exemple. Des fiches de capitalisation ont également été produites en 2019 (« maîtrise d'ouvrage déléguée aux CA » et « reconstitution des fonds de roulement ») et en 2018 (7 fiches sur les innovations paysannes). En dépit du fait que le projet Neer-Tamba soit connu et reconnu au plan national ses résultats ne sont pas suffisamment pris en compte au titre des contributions nationales dans les domaines de l'environnement et de l'adaptation au changement climatique. Une communication plus ciblée et une attention plus marquée à la prise en compte effective des résultats du Neer-Tamba est donc nécessaire.

La tenue d'une foire aux savoirs est par ailleurs prévue au premier semestre 2020.

La stratégie de gestion des savoirs, et le spécialiste au niveau du portefeuille, devront préciser les actions à mettre en place dans ce domaine et les acteurs à impliquer. Les activités de dissémination de la stratégie et de formations des acteurs du Projet sur son contenu sont inscrites dans le PTBA 2020.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Diffusion et partage des résultats sur les connaissances développées.</b>  Donner plus de visibilité au Projet en diffusant les résultats qui ont déjà été atteints dans le domaine de la restauration des terres agricoles.	RSE	06/2020

**Utilisation optimale des ressources**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

. L'analyse réalisée lors de la RMP avait permis d'estimer un taux de rentabilité économique (TRE) de 14,1%, largement supérieur au coût d'opportunité du capital, bien qu'inférieur au TRE de la conception (16,7%). Le ratio B/C était estimé à 1,42.

Les données sont encore peu abondantes mais l'analyse des 94 microprojets de la première génération clôturés en 2018 laisse apparaître qu'environ 30% de ces derniers ne sont pas rentables. En revanche, sur la base des coûts de réalisation de 2018 et 2019, et des marchés et contrats récemment signés pour certains types d'aménagement, il ressort que le projet a été dans l'ensemble efficient avec une bonne maîtrise des coûts d'investissements.

#### **Principaux problèmes**

Au regard des acquis en termes de nombre de microprojets financés et du volume important des ressources du FA



Au regard des acquis en termes de nombre de microprojets lancés et du volume important des ressources du PAF mobilisée, le projet a jugé pertinent d'évaluer les premiers effets du financement des promoteurs de microprojets au cours de l'année 2018. Cette évaluation faite sur les promoteurs de microprojets de 2016 et 2017, a fourni quelques éléments d'appréciation des effets notamment des changements socio-économiques et organisationnels induits sur les promoteurs de microprojets. L'étude a révélé qu'environ 2/3 des microprojets présentent des résultats d'exploitation positifs avec des résultats légèrement meilleurs dans les secteurs de l'agriculture, et que 88% des promoteurs ont reconduits leurs activités après le premier cycle sur la base essentiellement des résultats d'exploitation de celui-ci. (97% des projets reconduits) ou d'autres sources de financement (3%).

Une analyse poussée devra être réalisée dans les meilleurs délais sur la base de l'ensemble des microprojets clôturés pour orienter l'accompagnement de ceux encore en cours et surtout pour tenir compte de la non rentabilité de certaines filières ou pour prendre des mesures correctrices (formation, adaptation des modèles) si certaines activités étaient reprises dans le cadre des PDE.

En ce qui concerne les aménagements de bas-fonds de type PAFR, les couts moyens des travaux par hectare varient selon les régions de 3 023 775 FCFA/ha à 3 309 071 FCFA/ha, restent compétitifs et nettement en dessous de la prévision de 3 600 000 FCFA/ha du COSTAB révisé. Les couts d'études (92 487 – 119 106 FCFA/ha) et de contrôle (190 174-264 463 FCFA/ha) sont respectivement en dessous et sensiblement les mêmes que les prévisions (124 000 FCFA/ha pour les études et 250 000 FCFA/ha pour le contrôle) et restent conformes aux normes nationales.

Concernant les travaux de récupération mécanique et de végétalisation des terres dégradées, les couts unitaires issues de marchés récemment signés varient selon la région de 150 018 FCFA/ha à 158 000 FCFA/ha mais reste sensiblement égal à la prévision de 153 000 FCFA/ha. Il en est de même pour la récupération biologique au Centre Nord (354 356 FCFA/ha contre 320 000 FCFA/ha prévus).

Pour les forages, les couts unitaires (4 185 000 FCFA – 4 954 420 FCFA/forage) issus des marchés récemment signés restent très compétitifs et en dessous de la prévision de 6 000 000 FCFA/forage

#### **Cohérence entre le PTBA et les activités menées**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

#### **Justification de la note**

Les taux d'exécution financière et physique pondéré du PTBA 2019 sont respectivement de 69% et 60,92% au 31/10/19. L'exécution du PTBA 2019 est satisfaisante, mais avec des potentiels respectifs de 85% et 80% au 31/12/19. Les PTBA connaissent des taux d'exécution financière très satisfaisants avec 63% en 2015 ; 84% en 2016, 104% en 2017 et 89% en 2018. Les taux d'exécution physique s'élèvent à : 69% en 2015, 73% en 2016, 91% en 2017 et 94% en 2018. Le volume financier des PTBA est en constante augmentation : 5,3 millions d'USD en 2015; 9,9 millions d'USD en 2016, presque 17 millions d'USD en 2017, 19,5 millions d'USD en 2018 et 23,34 millions d'USD en 2019. Les prévisions du PTBA sont en cohérence avec les réalisations visant l'atteinte des objectifs du projet.

#### **Évaluation du PTBA**

Les taux de réalisation financière et d'exécution physique projetée au 31/12/2019, qui sont respectivement de 85% et 80%, correspondent à une bonne performance du projet pour l'année 2019 dans un contexte marqué par des difficultés d'intervention liées au contexte sécuritaire et à une mise à disposition tardive de la contrepartie de l'Etat.

Les prévisions budgétaires du Projet pour 2020 sont de 25,45 millions d'USD, dont 2,50 millions d'USD pour le volet FEM/PAI/SA, ce qui confirme le maintien d'un bon rythme des volumes financiers annuels.

Sur le financement FEM, le taux de réalisation du PTBA 2019 au 31/10/2019 est de 58,03%. Le volet FEM connaît une évolution positive.

Toutefois, pour un meilleur impact des investissements, le Projet devrait accélérer le rythme des réalisations en 2020, tout en garantissant le respect des procédures et la qualité des interventions.

#### **Performance du système de suivi-évaluation**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Même si le fonctionnement du système de suivi évaluation s'est globalement amélioré depuis la RMP, avec notamment la réalisation d'études d'effets annuelles et la consolidation récente du cadre logique, des dispositions doivent encore être prises pour fluidifier la remontée des données et en faciliter l'agrégation. L'amélioration du cadre de mesure des résultats destiné à évaluer l'état d'avancement des réalisations physiques du projet, globalement et sur la base du PTBA, constitue une avancée importante pour suivre la progression du Projet jusqu'à son achèvement.

## Évaluation du système de suivi-évaluation

Compte tenu du rôle central des CA dans la mise en œuvre du Projet, et dans la mesure où la disponibilité de certaines données pose encore des difficultés, l'UGP devrait proposer un appui aux Chambres d'agriculture pour réaliser un bilan de leur système de suivi-évaluation et d'archivage et apporter des renforcements pour son amélioration. Il s'agit d'une action importante dans la perspective de l'autonomisation des CA qui implique notamment que ces structures soient dotées de systèmes de suivi évaluation performant.

Comme indiqué dans la section « vue d'ensemble et progrès du Projet », les fiches de clôture des microprojets doivent être récupérés auprès des PAMO-MP afin de pouvoir en analyser les résultats (produits et effets) en vue de produire une typologie des activités appuyées sur la base de leur rentabilité et de pouvoir ainsi orienter et préparer les PDE qui seront financés en 2020.

Les OAC qui vont être recrutés par les Chambres d'Agriculture d'ici la fin de l'année 2019 devront être formés sur le système de suivi-évaluation du Projet.

Le Cadre logique du Projet a été amélioré. Lorsque c'était pertinent il a été proposé d'une part une simplification des indicateurs et leurs mises en conformité avec le Système de mesure des résultats opérationnels (SRMO) du FIDA, et, d'autre part l'éclaircissement de la nature de certaines cibles et des modes de calcul.

Le cadre logique, ainsi que le cadre de mesure des résultats revus devront être soumis à l'adoption des comités d'orientation du projet et de revue du programme budgétaire 075 et à la non objection du FIDA

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Revision du cadre logique et du cadre de mesure des résultats</b>  Soumettre le cadre logique et le cadre de mesure des résultats revus au comité de revue du programme budgétaire 075 et au FIDA	Coordonnateur	12/2019
<b>Renforcer le système de suivi-évaluation des CA</b>  Evaluer le Système de suivi-évaluation des CA et proposer des mesures de renforcement	RSE	03/2020

**Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)**

**Note:**

**Notation précédente: 4**

## Évaluation des PESEC

Le projet promeut des pratiques de CES/DRS qui vont en faire un puits de carbone par la restauration de la biomasse dans les zones dégradées des terroirs touchés. Le type de riziculture qu'il développe émet également peu de méthane, avec un apport d'eau minimal évitant la fermentation des pailles dans les parcelles inondées. Les études EX ACT (estimation des GHG) et de suivi de l'utilisation des terres seront renouvelées à la fin du projet pour mesurer les impacts attendus positifs sur l'environnement. De plus, le Projet a planté 73 000 arbres autour des bas-fonds pour compenser la coupe des arbres lors de leur aménagement.

Sur le plan social, le projet contribue fortement à "l'empowerment" des femmes et des jeunes avec 70 % des microprojets et 90 % des PDE ayant des promoteurs féminins, et 45 % des microprojets ayant des promoteurs jeunes ruraux. Les microprojets et les PDE concernent des activités de production agricole, de commercialisation et de transformation. Les PDE concernent en grande majorité des actions de transformation, et les microprojets celles de production. Cela explique un taux plus fort de femmes ayant accès aux PDE, les activités de transformation étant assez souvent menées par les femmes.

Pour avoir accès à un financement de PDE, les promoteurs individuels ou collectifs doivent ouvrir un compte bancaire au niveau d'une institution bancaire ou de microfinance de la place, et cela contribue à leur insertion dans l'économie.

Par ailleurs, le projet n'investit pas dans des infrastructures lourdes comme des pistes ou des infrastructures de marché et n'aura pas d'empreinte environnementale sur ce point.

Enfin, comme indiqué supra dans la partie environnement, le projet devra mieux suivre l'utilisation des pesticides sur les cultures maraîchères et promouvoir les bio-pesticides.

## d. Gestion et exécution financière

**Justification de la note**

Au 31/10/2019, sur l'ensemble des financements extérieurs effectivement mobilisés pour la mise en œuvre du Projet (environ 87,404 millions USD), le NEER TAMBA a décaissé 41,853 millions USD, soit un taux de décaissement de 48 % des fonds extérieurs mobilisés pour la mise en œuvre. Spécifiquement aux ressources FIDA, le taux de décaissement effectif (sans l'avance initiale) est de 50% (après 5 ans et 3 mois de mise en œuvre après l'entrée en vigueur) pour une valeur cible à atteindre évaluée à environ 60% pour les projets de développement agricole. La performance est jugée « modérément satisfaisante ».

**Principaux problèmes****Points saillants**

Par financement, les taux de décaissement sur les ressources extérieures se présentent comme suit à 3 ans de la date d'achèvement du Neer Tamba: (a) Don 8111, (57,30%) ; (b) Prêt IDSF-895 et du Don 8111A, (47,15%) ; (c) Don FEM-PAI, (34,42%).

Spécifiquement aux ressources du FIDA, le taux de décaissement global passe de 54% à 55% en prenant en compte le montant admissible pour lequel une DRF n'a pas été préparée au 31/10/2019 (environ 669.318 DTS). Les perspectives de dépenses en novembre/décembre et leur soumission en DRF permettront de se rapprocher de la valeur cible de 60% d'ici fin décembre 2019.

Sur le financement FEM, le taux de décaissement prévisionnel est de 36% en prenant en compte les dépenses éligibles en DRF (107.380 USD) à la date du 31/10/19.

La performance des décaissements sur les ressources extérieures a été pénalisée par le retard accusé dans la mobilisation des partenaires clés de mise en œuvre des Aménagements (45% des coûts totaux du Projet) et (dans la passation de marchés sur le Génie Civil et de la Composante 1 (à rattacher aux remous sociaux entre 2016/2019 au Ministère des Finances qui gère le processus de PM, comme la publication des AO, des PV de sélection...)).

Au 31/10/2019, sur le financement FIDA, les décaissements sur les catégories « salaires et fonctionnement » représentent 12% des décaissements cumulés; ce ratio met en évidence une rationalisation des frais de fonctionnement, et plus globalement une maîtrise des coûts de gestion. Les décaissements sur la catégorie « Génie Civil » représentent 29% des décaissements cumulés (alors que l'allocation sur la catégorie représentent 38% du financement FIDA). Sur les catégories d'investissement, le taux de décaissement de l'allocation de la catégorie « Génie Civil » est le plus faible ; à trois ans de la date d'achèvement, l'allocation a été décaissée à moins de 45%. A l'actif du Projet, on constate un taux de décaissement de 75% de l'allocation de la catégorie « Fonds d'Appui » qui finance les microprojets et la mise en valeur des aménagements (l'allocation représente 10% du financement FIDA).

Au 31/10/2019, les réalisations financières cumulées du Projet se chiffrent à 32,873 milliards FCFA, soit 54,17% du Coût du Projet (60,687 milliards FCFA). Le taux de réalisation financière globale du PTBA 2019 de 69% et la performance est de 77% sur la période sous revue, c'est-à-dire janvier/octobre 2019. Sur la période sous revue la composante technique ayant le plus faible taux de réalisation financière, 54%, concerne la composante « Structuration des acteurs et leur mise en réseaux ». Le taux d'exécution financière des composantes techniques 1 et 2 est respectivement de 79% et 95%.

Le NEER TAMBA a évalué ses dépenses à réaliser entre novembre/décembre 2019 à 2,259 milliards FCFA (dont 1,4 milliards FCFA sur les ressources FIDA). Le taux d'exécution financière prévisionnel global du PTBA 2019 escompté est de 85%.

**Aspects fiduciaires****Justification de la note**

Au niveau la Cellule Administrative et Financière de l'UGP, les tâches semblent réparties de manière équilibrée entre les comptables tout en respectant le principe de séparation des tâches entre les fonctions. Les décaissements effectifs par Bailleur sont conciliables avec les réalisations budgétaires. Les fonctionnalités du logiciel de gestion financière sont bien exploitées et le système d'information financière permet une lisibilité des dépenses du Projet par composante, par catégorie et Bailleur.

**Principaux problèmes**

**Gestion Comptable et Financière.** Le suivi des engagements budgétaire par exercice nécessite des révisions dans le paramétrage du logiciel de gestion financière, notamment en ce qui concernent les marchés exécutés sur plusieurs exercices budgétaires. Suite aux observations des auditeurs sur la traçabilité des préfinancements ETAT/FIDA en comptabilité et l'utilisation du compte « Charge Immobilisées », la mission a suggéré de mettre en place des comptes d'avances comptabilisant les préfinancements bailleurs et, immobiliser toutes les charges en fin d'année dans le compte 21 en remplacement du compte 20 (Charges immobilisées). La mission relève qu'au cours de l'exercice 2019, les disponibilités sur le compte désigné FIDA représentent en moyenne moins de 20% au moment de l'élaboration d'une DRF. Il importe par conséquent, d'améliorer la planification des DRF en l'adossant à un plan de trésorerie prévisionnel par composante et/ou catégorie de dépenses, à établir par bailleur.

La mission a noté deux avances en cours (CAFI-BSar/ et Groupement BEM-IC/ERA International) pour un montant 66 millions FCFA. Les entreprises n'ont pas transmis leurs factures depuis, respectivement juin et septembre 2019. La mission note que pour l'essentiel, les avances enregistrées en comptabilité à date concernent des contrats sur des durées de 3 à 6 ans, dont le montant des prestations exécutées au titre du marché est inférieur à 30%. En effet, les dispositions du Code des Marchés stipulent que « le remboursement des avances par retenue, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 30% ».

**Audit Interne.** Sur la mission de contrôle au titre du 1<sup>er</sup> trimestre, la mission note que les constats majeurs au niveau de la CNA portent sur les rapports et les ordres de mission manquants ; des justificatifs de dépenses manquants et/ou le non reversement de reliquat de fonds après mission et la documentation insuffisamment classée des fonds de dossiers des virements reçus de l'UGP. Au niveau des CRA, les constats majeurs portent sur des contrats non signés par le Président de la CRA, des insuffisances sur des pièces justificatives de dépenses, des paiements effectués en dehors des modalités contractuelles prévues. La mission note les dispositions prises pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations, qui doivent faire l'objet de plan d'actions avec des délais convenus.

**Le Reporting financier** trimestriel est disponible ; la mission réitère la recommandation de mettre en place pour les réunions mensuelles de Coordination de l'UGP, un tableau de bord de gestion présentant outre l'exécution budgétaire, les informations sur le niveau d'exécution du Plan de passation de marchés, la situation des avances de fonds non justifiées et la trésorerie disponible et attendue. Le reporting financier du NEER TAMBA devrait être plus analytique sur la corrélation entre les coûts d'intervention et les dépenses d'investissements productifs et donner à l'équipe de gestion, une lisibilité sur le profil des dépenses par type de cible pour faciliter les analyses de performances.

**Risque Fiduciaire.** Comme lors des missions précédentes, celui-ci a été évalué comme « moyen » et la qualité de la gestion financière et comptable « satisfaisante ». Le niveau modéré du risque fiduciaire s'explique plus par la complexité de mise en œuvre du Projet, (qui prévoit une large autonomie dans la gestion fiduciaire et un transfert des ressources financières à des entités décentralisées) que par des risques de gestion interne. Dans l'ensemble, la mission n'a pas relevé de manquements dans les processus d'engagement et de liquidation des dépenses.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Engager un plaidoyer pour la mise en place d'une comptabilité exhaustive patrimoniale des CRA et du CNA</b>	Coordonnateur/MAAH	01/2019
<b>Plan d'actions pour les recommandations des Contrôleurs Internes</b>  Etablir un plan d'actions pour les recommandations des Contrôleurs Internes avec des délais convenus	RAF/Comptable	11/2019
<b>Elaboration des DRF</b>  Améliorer la planification dans l'élaboration des DRF et l'adosser à un plan de trésorerie à établir par Bailleur pour la période novembre/décembre 2019.	RAF/Comptable	11/2019
<b>Mise en place des comptes d'avance</b>  Mettre en place en comptabilité des comptes d'avances comptabilisant les préfinancements bailleurs	RAF/Comptable	11/2019
<b>Immobilisation des charges</b>  Immobiliser toutes les charges en fin d'année dans le compte 211600 en remplacement du compte 20 (Charges immobilisées)	RAF/Comptable	12/2019
<b>Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.</b>	RAF/Comptable	
<b>S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.</b>	RAF/Comptable	
<b>Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.</b>	Coordonnateur/RAF	

**Qualité et ponctualité des audits**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Automatic rating caused by delay in the audit submission

**Fonds de contrepartie**

**Note: 5**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La participation financière du Gouvernement a été évaluée à 12,361 milliards FCFA. Au 31/10/2019, la participation financière du Gouvernement et des bénéficiaires représentent respectivement 80% et 36% des prévisions de décaissement à la formulation.

#### **Principaux problèmes**

Au titre de l'exercice 2019, le Gouvernement a décaissé 98% des Fonds de Contrepartie prévus dans le PTBA 2019 ; pour rappel, la performance était de 80% sur le PTBA 2018. Le montant des exonérations de taxes au titre de l'exercice 2019 se chiffre à 250,835 millions FCFA.

Il importe de relever l'effort du Gouvernement pour décaisser un montant en numéraire de 3,242 milliards au titre de l'année 2019, malgré une situation difficile des Finances Publiques liée à la situation sécuritaire. L'inscription de la dotation au profit du Projet étant très faible le NEER TAMBA a introduit une requête au niveau du MINEFID pour obtenir, hors Loi des Finances 2019, des fonds additionnels afin de tenir compte des prévisions de dépenses sur les ressources de contrepartie. La requête a été examinée favorablement et un montant de 1,811 milliards FCFA a été décaissé au cours de la présente mission de supervision.

Il importe aussi de souligner que le décaissement tardif de cette tranche des fonds de contrepartie n'a pas pénalisé la mise en œuvre du PTBA 2019, (notamment sur les aménagements, les prestataires ont accepté le retard dans le paiement de la quote-part du Gouvernement ; la régularisation des paiements est en cours actuellement avec le décaissement effectué par l'Etat en novembre 2019) mais retardé toutefois la réalisation des microprojets de la composante 2.

#### **Conformité avec les clauses des prêts**

**Note: 6**

**Notation précédente: 6**

#### **Justification de la note**

Globalement, toutes les dispositions des accords de financement ont été respectées, à l'exception de l'assurance pour les biens du projet (en effet, seuls les véhicules sont assurés). En conséquence, la mission n'a pas relevé de manquements susceptibles de compromettre la mise en œuvre du projet.

#### **Principaux problèmes**

RAS

#### **Évaluation de la passation des marchés**

##### **Passation des marchés**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Sur la période passée en revue (janvier/octobre 2019), sur 140 marchés à passer selon le Plan de Passation de Marchés 2019, le NEER TAMBA a signé 105 marchés, soit un taux de réalisation de 75%. Les marchés passés de gré à gré ont été estimés à 19 toutes catégories confondues. Sur le PTBA 2018, ils étaient de 6. La performance dans l'exécution du Plan de Passation de Marché sur la période sous revue a été jugée « satisfaisante ».

#### **Évaluation de la passation des marchés**

##### **Examen de la Passation des Marchés (PM)**

Sur la période sous revue, la mission n'a pas relevé d'activités non réalisées sur la catégorie « Travaux ». Sur les activités de la catégorie « Prestations intellectuelles » les activités non réalisées à date sont les suivantes : (i) Formation de 05 agents de l'ONDD en statistique de l'environnement, télédétection et SIG, science et économie des changements climatiques ; (ii) Reconfiguration du serveur de l'ONEDD pour faciliter l'accès des indicateurs ; (iii) Formation des agents de l'ONDD en Conception et Gestion des Bases des Données Postgres/Postgis et ACCESS ; (iv) Assistance technique en communication.

##### **Revue du dispositif et Processus de Passation des Marchés**

Pour l'essentiel, les recommandations de la supervision d'avril 2019 ont été prises en compte hormis le coaching par un Expert en PM d'un ancien Projet FIDA (que le Projet a jugé inutile eu égard au projet de renforcement de capacités prévus pour tous les acteurs). L'archivage électronique pour l'exercice 2019 a démarré mais la formation recommandée pour les acteurs du Projet accuse un retard à rattacher à l'indisponibilité des acteurs (formation finalement prévue en décembre 2019). L'archivage de la documentation relatif au processus de passation de marchés a été amélioré.

Lors des visites de l'UGP auprès des structures régionales en charge du contrôle des marchés publics et des Engagements Financiers (DRCMEF), il est ressorti des échanges, des lenteurs au niveau des CRA dans la transmission des dossiers d'appel à concurrence et des rapports d'évaluation aux DRCMEF pour avis et publication. Cette situation rallonge d'avantage les délais de passation des marchés. Il importe par conséquent, que les responsables en charge de la PM transmettent les dossiers d'appel à concurrence et les rapports d'évaluation avec beaucoup plus de célérité aux DRCMEF tout en effectuant un suivi rapproché desdits dossiers auprès des DRCMEF et rendre compte de leur état d'avancement à l'UGP pour action diligente à prendre.

La mission note une adéquation des informations du Registre des Contrats avec celles du Formulaire des Contrats C10 de la comptabilité. Le tableau de suivi des marchés est insuffisamment renseigné, notamment sur la corrélation entre l'exécution physique et financière et les paiements effectués. La mise à jour du tableau de suivi de l'exécution du PPM a été réalisé au cours de la mission de supervision alors qu'il est important de le faire mensuellement comme recommandé par la mission d'avril 2019, afin d'en faire un outil de prise de décision. La mission a suggéré que les situations sur l'exécution des contrats fassent mensuellement l'objet de rapprochement entre la Comptabilité et le SPM afin d'éviter des écarts dans les informations sur les avenants avec et/ou sans incidence financière, les paiements effectués, les soldes à payer (y inclus les pénalités).

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Presenter mensuellement la situation sur l'exécution des Contrats/convention.</b>  Rapprocher mensuellement la situation sur l'exécution des Contrats/conventions avec le module « suivi des marchés » de la comptabilité pour éviter les écarts d'information	RAF, SPM	01/2020
<b>Célérité dans la transmission des dossiers d'appel à concurrence et les rapports d'évaluation aux DR-CMEF</b>  De manière permanente et continue, transmettre les dossiers d'appel à concurrence et les rapports d'évaluation avec beaucoup plus de célérité aux DR-CMEF et effectuer un suivi rapproché desdits dossiers	SG, SAF, Gestionnaires CRA	01/2020

#### e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

**Probabilité d'atteindre l'objectif de développement**

**Note: 4.37**

**Notation précédente: 4.0**

##### Justification de la note

Le Projet est en phase de croisière et il devrait réaliser l'ensemble des investissements structurants prévus entre la fin 2019 et 2020. Le projet devrait donc dérouler d'ici son achèvement l'ensemble des activités prévues, y compris en matière d'appui à la mise en valeur. La situation sécuritaire constitue un défi à la mise en œuvre mais le Projet parvient à adapter ses modes d'intervention même s'il est parfois contraint de relocaliser certaines réalisations. La situation est très évolutive, la menace diffuse et en constante évolution quant aux zones et aux cibles. Le Projet va élaborer une stratégie de gestion des risques et pourrait aussi s'inspirer de l'expérience du projet PRODAF Diffa.

**Évaluation de la performance globale de l'exécution**

**Note: 4.33**

**Notation précédente: 4.0**

##### Justification de la note

Le Neer-Tamba est dans sa 6ème année de mise en œuvre pour le Don Initial (5ème année pour le Prêt/Don). La mise en œuvre a démarré avec beaucoup de retard, 14 mois après l'entrée en vigueur de l'Accord de Financement. Malgré ce retard et pour un projet qui s'achève en septembre 2022 (soit dans deux ans et neuf mois), les performances globales sont satisfaisantes. En effet, à date, 32 024,5 ha de sites ont été aménagés sur 43 987 ha prévus (72,8%) d'ici la fin du projet dont 5 064 ha de bas-fonds sur 6 484 ha prévus (78%), 70 ha de maraîchage sur 496 ha prévus (14,1%), 23 776 ha de terres aménagées en CES/DRS sur 32 007 ha prévus (74,3%) et 3 114 ha par récupération mécanique et biologique des terres dégradées sur 5 000 ha prévus (62,3%). Au niveau des différents aménagements collectifs 362 comités de gestions (COGES) ont été mis en place et appuyés.

#### F. Actions convenues

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Vue d'ensemble et avancement du projet</b>		
<b>Harmoniser les dates d'achèvement et de clôtures du Don Initial, du Prêt/Don FIDA et du Don FEM</b>	RAF	12/2019
<b>Renforcer les capacités des COGES et assurer leur accompagnement</b>  Mettre en place un mécanisme durable d'entretien des infrastructures et pour leur reconnaissance au niveau des Comités locaux d'usagers de l'eau (CLE) dans la perspective de l'achèvement du Projet.	RCA/DGAHD	12/2019



<b>Prolonger les contrats des PAMO-MP afin qu'ils assurent pour un cycle, l'encadrement des promoteurs des microprojets en cours.</b>	RCEA/RAF	12/2019
<b>Prendre des dispositions urgentes pour négocier et renouveler les contrats des PAMO pour une durée minimale de 1 an et demi</b>	RCA/RAFC	03/2020
<b>Efficacité en matière de développement</b>		
<b>Acquisition et la livraison des engrais</b> Lancer immédiatement le processus d'appel d'offre pour l'acquisition et la livraison des engrais pour la campagne agricole de 2020/2021.	RCEA/SPM	12/2019
<b>Suivi continue de la végétalisation des espaces restaurés.</b> Suivre avec Google Earth et les outils EO4SD la végétalisation des espaces restaurés.	CA avec ONDD (SEMUS et FNGN)	01/2020
<b>Amélioration du canevas des fiches techniques</b> Améliorer le canevas des fiches techniques en suivant les principes de l'agriculture climato intelligente	Resp. SEnv. et CNA	01/2020
<b>Revision du protocole d'accord avec le SE-CNSA</b> Reprendre le contenu du protocole d'accord, en incluant le suivi par le SE-CNSA des activités liées au climat dans le plan de réponse annuel, et non le suivi évaluation des activités du projet	UGP et SE-CNSA	01/2020
<b>Procéder au remplacement des sites d'accès limité en raison de l'insécurité par d'autres pour lesquels les études sont disponibles</b> Activité immédiate et continue	CRA	03/2020
<b>Appuyer l'élaboration du programme stratégique de la CNA</b> Il s'agit d'une activité immédiate et continue qui se fera par la participation au processus de conception et de validation du document	Coordonnateur	03/2020
<b>Contributions du Neer -Tamba à la mise en œuvre des politiques climatiques (NDC et PNA).</b> S'assurer continuellement d'une meilleure visibilité des contributions du Neer -Tamba à la mise en œuvre des politiques climatiques (NDC et PNA).	Resp. SEnv.	03/2020
<b>Etudier la situation des bénéficiaires déplacés et proposer des mesures d'accompagnement.</b> Activité immédiate et continue	Coordonnateur	05/2020



<b>Pérennité des puits des 53 sites existants</b>  Evaluer la pérennité des puits des 53 sites existants dans les zones hautes et équiper les puits permanents de petites motopompes et de KIT goutte à goutte	RCA	05/2020
<b>Promotion de la plantation de moringa et de baobab pour la nutrition</b>  Systématiser la plantation de moringa et de baobab dans les périmètres maraîchers partout où les ententes foncières le permettent.	RCEA, CRA/OAC	06/2020
<b>Intégration des aspects climat dans la conception à venir du PNSR 3</b>  Intégrer les aspects climat dans la conception à venir du PNSR 3, par exemple avec une annexe dédiée, et faire le lien avec la révision de la NDC	Resp. SEnv. et SP-CPSA	06/2020
<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>		
<b>Collaboration avec le CNSF</b>  Engager la collaboration avec le CNSF	UGP	03/2019
<b>Promouvoir les bio-pesticides</b>  Promouvoir les bio-pesticides	RCEA, OAC	12/2019
<b>Suivi technico économique des PDE</b>  Renforcer le suivi technico économique des PDE durant le premier cycle de production	Resp. SEnv., (SEMUS et FNGN)	01/2020
<b>Bilan de l'intervention des bibliothèques ambulantes</b>  Réaliser en lien avec les DRENAPLN un bilan de l'intervention des bibliothèques ambulantes	RCEA	03/2020
<b>Limiter le nombre de nouveaux PDE sur les filières karité et néré</b>  Limiter pour la troisième vague le nombre de nouveaux PDE sur les filières karité et néré	DGEVCC	03/2020
<b>Mise en œuvre du Plan d'actions de la stratégie de désengagement</b>  Organiser des rencontres régulières sur la mise en œuvre du Plan d'actions de la stratégie de désengagement et produire des rapports d'avancements spécifiques sur une base semestrielle incluant la mise à jour du Plan d'action et l'état d'avancement de sa mise en œuvre.	RSE	03/2020

<b>Elaboration d'un guide national pour la création et l'immatriculation des sociétés coopératives</b>  Appuyer la DOPAIR et les CA dans l'élaboration d'un guide national pour la création et l'immatriculation des sociétés coopératives.	RCEA	06/2020
<b>Chartes foncières des sites récupérés et accompagnement des bénéficiaires dans la gestion des investissements</b>  Élaborer les chartes foncières des sites récupérés et assurer l'accompagnement des bénéficiaires dans la gestion, l'entretien et la mise en défens des investissements réalisés	UGP	06/2020
<b>Suivi du plan de désengagement du projet</b>  Prévoir une annexe au rapport d'activité préparé avant les missions de supervision portant sur l'exécution et le suivi du plan de désengagement du projet (reconduit)	RSE	06/2020
<b>Capitalisation des expériences en matière de gestion des partenariats</b>  Capitaliser la riche expérience du Projet en matière de gestion du partenariat	UGP (RGSC)	11/2020
<b>Partage de l'expérience environnementale du Neer-Tamba</b>  Faire connaître l'expérience environnementale du Neer-Tamba dans le cadre de la révision du PNSR et de la NDC	OND	11/2020
<b>Gestion du projet</b>		
<b>Revision du cadre logique et du cadre de mesure des résultats</b>  Soumettre le cadre logique et le cadre de mesure des résultats revus au comité de revue du programme budgétaire 075 et au FIDA	Coordonnateur	12/2019
<b>Assurer une plus grande coordination des acteurs</b>  Porter une attention particulière à la coordination de tous ces acteurs, afin de renforcer les synergies qui sont actuellement constatées sur le terrain, et de s'inscrire dans une perspective de durabilité pour l'après projet en veillant aux relais qui devront être pris soit par la profession agricole (CRA, OP, expertise endogène), soit par les services technique.	Coordonnateur	03/2020
<b>Renforcer le système de suivi-évaluation des CA</b>  Evaluer le Système de suivi-évaluation des CA et proposer des mesures de renforcement	RSE	03/2020
<b>Diffusion et partage des résultats sur les connaissances développées.</b>  Donner plus de visibilité au Projet en diffusant les résultats qui ont déjà été atteints dans le domaine de la restauration des terres agricoles.	RSE	06/2020

Gestion et exécution financière		
<b>Engager un plaidoyer pour la mise en place d'une comptabilité exhaustive patrimoniale des CRA et du CNA</b>	Coordonnateur/MAAH	01/2019
<b>Plan d'actions pour les recommandations des Contrôleurs Internes</b>  Etablir un plan d'actions pour les recommandations des Contrôleurs Internes avec des délais convenus	RAF/Comptable	11/2019
<b>Elaboration des DRF</b>  Améliorer la planification dans l'élaboration des DRF et l'adosser à un plan de trésorerie à établir par Bailleur pour la période novembre/décembre 2019.	RAF/Comptable	11/2019
<b>Mise en place des comptes d'avance</b>  Mettre en place en comptabilité des comptes d'avances comptabilisant les préfinancements bailleurs	RAF/Comptable	11/2019
<b>Immobilisation des charges</b>  Immobiliser toutes les charges en fin d'année dans le compte 211600 en remplacement du compte 20 (Charges immobilisées)	RAF/Comptable	12/2019
<b>Presenter mensuellement la situation sur l'exécution des Contrats/convention.</b>  Rapprocher mensuellement la situation sur l'exécution des Contrats/conventions avec le module « suivi des marchés » de la comptabilité pour éviter les écarts d'information	RAF, SPM	01/2020
<b>Célérité dans la transmission des dossiers d'appel à concurrence et les rapports d'évaluation aux DR-CMEF</b>  De manière permanente et continue, transmettre les dossiers d'appel à concurrence et les rapports d'évaluation avec beaucoup plus de célérité aux DR-CMEF et effectuer un suivi rapproché desdits dossiers	SG, SAF, Gestionnaires CRA	01/2020
<b>Planifier des missions d'appui régulières du RAF dans les 3 CRA.</b>	RAF/Comptable	
<b>S'assurer de l'exhaustivité des pièces justificatives dans la liasse.</b>	RAF/Comptable	
<b>Réaliser des séances de renforcements de capacités de gestion fiduciaire du personnel des CRA.</b>	Coordonnateur/RAF	



Investir dans les populations rurales

## **Burkina Faso**

---

### **Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions**

#### **Rapport de supervision**

#### **Cadre logique du projet**

Dates de mission: 11 au 22 novembre 2019

Date du document: 05/10/2020

Identifiant du projet 1100001580

Numéro du rapport: 5364-BF

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



# Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions

## Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										
	Membres des ménages			1 081 132		886 612	82				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés										
	Ménages			166 328		133 373	80.2				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes			153 044		104 300	68.2				
	Hommes			113 081		109 095	96.5				
	Jeunes			106 450		98 803	92.8				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			266 125		213 395	80.2				
	Groups receiving project services										
	Groups			4 960							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif du projet</b> Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	Aléas naturels; Potentiel avéré d'amélioration de la résilience par des techniques de CES/DRS simples et de petits aménagements fonciers; Risque de trajectoires de développement produisant de l'exclusion sociale au sein des groupes vulnérables; Culture et volonté politique nationale d'inclusion sociale et de développement équilibré et équitable
	Males	37									
	Females	34									
	Réduction de la prévalence de la malnutrition aigue des enfants de moins de 5 ans							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Males	17									
	Females	17									
	Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants de moins de 5 ans							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Males	28									
	Females	28									
	Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Première disette	79									
	Deuxième disette	2									
	Ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté régionale (réduction)							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Households	16.5									
	Taux de couverture végétale (FEM)							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Pourcentage										
	3.2.1 Tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (CO2) évitées ou de carbone fixé							études de cas, enquêtes SYGRI, statistiques régionales production agricole		UGP, Etat	
	Tonnes			-1 730 631							



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif de développement</b> L'autonomie et les capacités des ménages ruraux pauvres sont renforcées	Augmentation globale annuelle des revenus des ménages ciblés							Cadre stratégique secteur rural, politiques secteur, stratégies filières, activités CA, statistiques, rapports		UGP, Etat	Difficulté de changement du paradigme en matière de mise en oeuvre/responsabilité du développement, risques de résistances corporatistes au sein de l'appareil d'Etat et faible capacité initiale et éventail incomplet des nouveaux instruments et/ou acteurs; Transition initiée depuis une dizaine d'années au plan national (décentralisation notamment) et dans le secteur rural (OP par filière, tenue d'Etats Généraux de l'Agriculture, CA, etc); Constance de la ligne politique et stratégie de modernisation du secteur rural en cours (PNSR, analyse et réformes institutionnelles, etc.); Horizon temporel nécessaire
	Augmentation										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Effet direct</b> Effet 1: La résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques est accrue	1.2.1 Ménages faisant état d'un accès amélioré à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins productives							Enquêtes annuelles, études de cas	Annuel	CSE	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à la terre			80							
	Taille des ménages indiquant avoir un meilleur accès à la terre										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages faisant état d'un accès aux forêts										
	Taille des ménages indiquant avoir un meilleur accès aux forêts										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau										
	Taille des ménages indiquant avoir un meilleur accès à l'eau										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à la terre										
	Ménages faisant état d'un accès amélioré aux forêts										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau										
	Hectares de bassins versants protégés (FEM)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Hectares of land			12 505							
	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
				80							
	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Ménages			80							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 1.1: Les aménagements réalisés améliorent la gestion de l'eau et du sol	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Superficie en hectares			6 980		5 061	72.5				
	3.1.4 Hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat							Rapport d'activités	Annuel	CSE	
	Superficie en hectares			26 007		21 514	82.7				
	3.1.1 Groupes soutenus dans la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat							"Rapports STD/PAMO Fiche de suivi des investissements"	Annuel	PAMO,OIS, RSEnv	
	Groupes soutenus			1 112		542	48.7				
	Taille des groupes					0					
	Hommes					0					
	Femmes					0					
	Jeunes					0					
	Personnes autres que les jeunes					0					
	Femmes occupent des postes de direction					0					
	Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction (Groupes - Nombre)							Rapport d'activités Fiche de suivi des bénéficiaires	Annuel	PAMO, STD	
	Groupes de gestion de l'infrastructure			500							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes formées en gestion de l'infrastructure							Rapport d'activités Fiche de suivi des bénéficiaires	Annuel	STD, PAMO	
	Males			2 600							
	Females			1 950							
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles							Rapport d'activité Fiche de suivi des bénéficiaires	Annuel	STD	
	Males			25 825							
	Females			26 675							
<b>Produit</b> Produit 1.2: Les groupes cibles vulnérables sont appuyés pour accéder à ce capital foncier	Accords délivrés sur les nouveaux aménagements (ententes foncières)							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	Resistances à l'accès des populations cibles à des droits fonciers équitables et durables; Qualité du processus participatif d'élaboration de la nouvelle législation foncière
	Accords	0		500							
	Commissions foncières villageoises mises en place							Enquêtes annuelles, études de cas, analyse accords/pratiques foncières, Registre des services fonciers ruraux, rapports		UGP; Etat	
	Commissions			150							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct Effet 2: Les activités agricoles sont durablement intensifiées et diversifiées	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Ménages	0		80							
	1.2.3 Ménages déclarant une réduction de la pénurie d'eau par rapport aux besoins de la production							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Ménages			80							
	Productions annuelles passent de x à y							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Rendements sorgho			8 000							
	Rendements riz paddy			25 000							
	Rendements produits maraîchers			16 000							
	Femmes déclarant une amélioration qualitative de leur régime alimentaire (not using MDDW)							AOS	annually	UGP, prestataire	
	Females			80							
	Households										
	Households										
	Females										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 2.1: Les formations organisées et les réseaux créés/animés renforcent les capacités des petits producteurs	Personnes ayant accès à des services d'appui-conseil							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Personnes			69 000							
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Organisations de producteurs ruraux soutenues			725		101	13.9				
	Organisations de producteurs ruraux comptant des femmes dans leurs instances de direction							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Nombre			725							
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							Rapport de formation, rapport bilan, enquête annuelle	Annuel	CSE	
	Nombre total de personnes formées par le projet					0					
	Nombre total de présences aux sessions de formation					31 043					
	Hommes formés à la production végétale			8 100		12 731	157.2				
	Femmes formées à la production végétale			9 900		12 746	128.7				
	Jeunes formés à la production végétale					5 913					



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale					0					
	Personnes autochtones formées à la production végétale					0					
	Personnes autres que des autochtones formées à la production végétale					0					
	Hommes formés à la production animale			4 000		2 555	63.9				
	Femmes formées à la production animale			12 000		3 011	25.1				
	Jeunes formés à la production animale					771					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale					0					
	Personnes autochtones formées à la production animale					0					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale					0					
	Personnes formées à la production végétale					25 477					
	Personnes formées à la production animale					5 566					
<b>Produit</b> Produit 2.2: Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage	MP financés							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	Difficulté pour l'accès physique aux marchés et dans le fonctionnement des filières; Stratégies de développement des principales filières bien définies et en cours de mise en oeuvre avec l'appui de nombreux partenaires; Poursuite du développement des infrastructures de transports et de communications
	Nombre			3 736							
	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							Enquêtes annuelles, études de cas, statistiques, suivi prix/marchés		UGP; Etat	
	Femmes	0		1 943		1 661	85.5				
	Hommes	0		957		184	19.2				
	Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises			2 900		1 845	63.6				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Effet direct</b> Effet 3: Les capacités des populations et de leurs organisations sont renforcées	OP/OR/CVD appuyés sont opérationnels							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	OP/CVD			1 280							
	OP/CVD	0		80							
	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés			80							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation			80							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage			80							
	Chambre d'agriculture (CA) dont le niveau de fonctionnalité est supérieur à 3 (échelle de 1 à 4)- (Nombre)							Enquêtes annuelles, études de cas		CEA	
	Chambres d'agriculture			4							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 3.1: Les producteurs sont alphabétisés et informés	Apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	Males										
	Females										
	Young										
	Apprenants	0		29 000							
	Personnes ayant accès au programme IEC							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Males										
	Females										
	Young										
	Personnes	0		15 000							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 3.2: Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	Groupes communautaires créés/consolidés (CVD)							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	Eventail et nombre d'acteurs limités et capacités de ceux-ci initialement très faible; Mobilité des ressources humaines les plus compétentes; l'Etat ne s'est pas encore doté de tous les instruments nécessaires pour jouer pleinement son rôle d'orientation et d'appui à la mise en place de ce nouveau paradigme; Efficacité reconnue des stratégies basées sur le renforcement, l'organisation et la structuration de la "demande locale" pour provoquer la création d'une "offre locale de services" durable et la création/fixation de ressources humaines stables et compétentes (y compris entreprises et structures associatives ou parapubliques)
	Groupes			555							
	Groupes communautaires créés/consolidés comptant des femmes dans leurs instances de direction							Evaluations des formations, Activités des organisations, Liste et typologie de partenaires		UGP, organisations	
	Groupes			555							
<b>Produit</b> Produit 3.3: Les capacités des cadres multi-acteurs sont renforcées	1.6.12 Nombre de processus politiques (nationaux et internationaux) sur les questions climatiques auquel le projet contribue (Nombre)							Rapport	Annuel	RSEnv	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de processus politiques			3							



Investir dans les populations rurales

## **Burkina Faso**

---

### **Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie**

Dates de mission: 11 au 22 novembre 2019  
Date du document: 05/10/2020  
Identifiant du projet 1100001580  
Numéro du rapport: 5364-BF

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes





## Appendice 1 : Performance financière actuelle par bailleur, par composante et décaissements par catégorie

Appendice 1A : Performance financière par bailleur de fonds par rapport Obligations initiales de financement au 31/10/2019 (000 USD)

Financier	Montant Initial Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursements en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	51 160	51 160	26 558	51,91%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	14 490	14 490	6 397	44,15%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	14 490	14 490	6 397	44,15%
DON FEM n°2000001662	7 269	7 269	2 502	34,42%
Gouvernement	24 134	24 134	19 693	81,60%
Bénéficiaires	5 909	5 909	2 108	35,67%
<b>Total</b>	<b>117 452</b>	<b>117 452</b>	<b>63 655</b>	<b>54,20%</b>

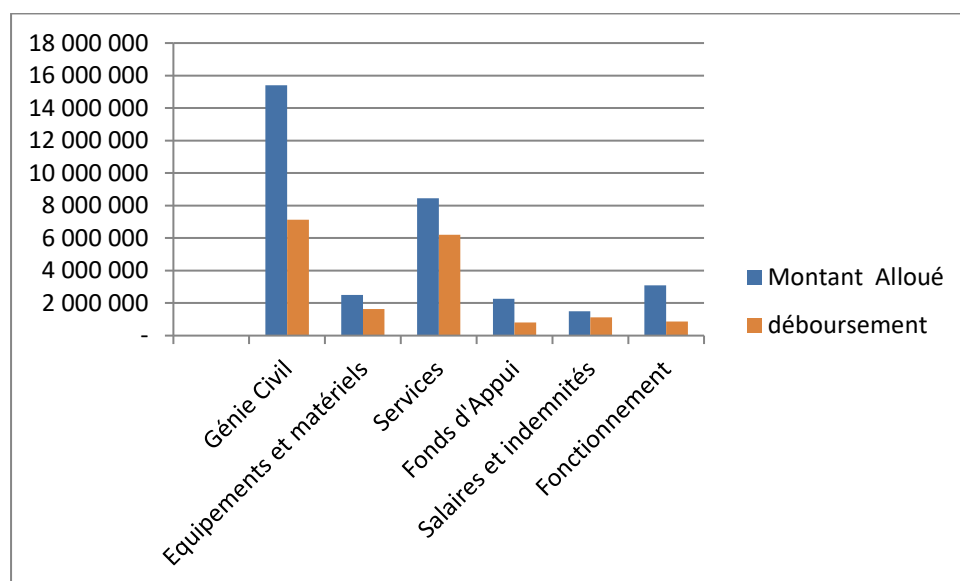
Tableau 1B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante par rapport au COSTAB révisé après RMP de juin 2018 (en milliers USD)

	FIDA			DON FEM			Gouv			Bénéf			TOTAL		
Composante	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%
Petite Aménagement Fonciers Villageois	41 749	14 138	34%	3 075	614	20%	13 834	6 039	44%	9 200	1 371	15%	67 858	22 162	33%
Intensification des Petites exploitations et valorisation	23 136	11 686	51%	2 136	1 006	47%	6 324	4 068	64%	1 728	735	43%	33 324	17 494	52%
Structuration des Acteurs et Mise en réseaux	13 328	9 206	69%	1 291	418	32%	4 737	3 335	70%				19 356	12 959	67%
gestion du Projet et Suivi-Evaluation	6 230	3 784	61%	818	339	41%	2 390	2 193	92%				9 437	6 316	67%
													0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>84 443</b>	<b>38 814</b>		<b>7 320</b>	<b>2 377</b>		<b>27 284</b>	<b>15 635</b>		<b>10 928</b>	<b>2 106</b>		<b>129 975</b>	<b>58 932</b>	<b>45%</b>

**Table 1C. A: Déboursements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF au 31/10/2019 (en DTS)**

Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*) au 31/10/2019	DRF en instance**	déboursement prévisionnel au 31/10/2019	solde prévisionnel au 31/10/2019	% déc
Génie Civil	15 397 000	6 837 919,79	8 559 080,21	44,41%	293 119,90	7 131 039,69	8 265 960,31	46,31%
Equipements et matériels	2 492 000	1 631 097,32	860 902,68	65,45%		1 631 097,32	860 902,68	65,45%
Services	8 444 000	5 956 280,72	2 487 719,28	70,54%	245 575,29	6 201 856,01	2 242 143,99	73,45%
Fonds d'Appui	2 261 000	713 855,94	1 547 144,06	31,57%	93 556,61	807 412,55	1 453 587,45	35,71%
Salaires et indemnités	1 506 000	1 120 486,78	385 513,22	74,40%		1 120 486,78	385 513,22	74,40%
Fonctionnement	3 100 000	776 219,75	2 323 780,25	25,04%	92 762,95	868 982,70	2 231 017,30	28,03%
Non alloués	0,00		0,00	0,00%			0,00	0,00%
Dépôt initial + complémentaire		<b>1 261 599,30</b>	<b>-1 261 599,30</b>			1 261 599,30	<b>-1 261 599,30</b>	
<b>Total</b>	<b>33 200 000,00</b>	<b>18 297 459,60</b>	<b>14 902 540,40</b>	<b>55,11%</b>	<b>725 014,75</b>	<b>19 022 474,35</b>	<b>14 177 525,65</b>	<b>57,30%</b>

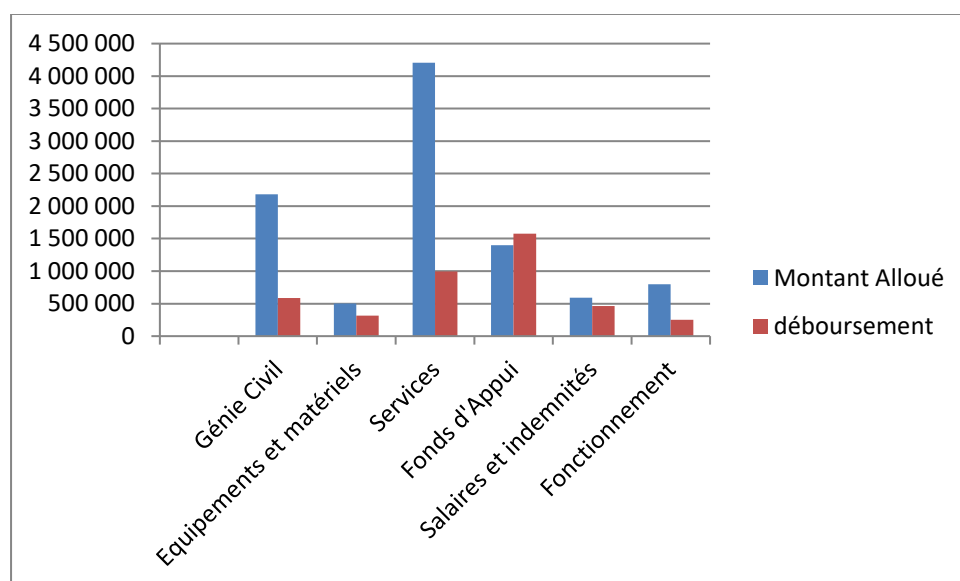
**Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA n° I-DSF-8111-BF: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



**Table 1C. B: Décaissements Prêt FIDA n° I-895-BF au 31/10/2019 (en DTS)**

Catégorie/Description	Montant Alloué	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*) au 31/10/2019
Génie Civil	2 182 000	585 366,56	1 596 633,44	26,83%
Equipements et matériels	504 000	314 079,01	189 920,99	62,32%
Services	4 204 000	995 318,62	3 208 681,38	23,68%
Fonds d'Appui	1 398 000	1 575 960,75	-177 960,75	112,73%
Salaires et indemnités	589 000	462 017,96	126 982,04	78,44%
Fonctionnement	798 000	250 416,66	547 583,34	31,38%
Non alloués	0,00		0,00	0,00%
Dépôt initial + complémentaire		<b>378 479,79</b>	<b>-378 479,79</b>	
<b>Total</b>	<b>9 675 000,00</b>	<b>4 561 639,35</b>	<b>5 113 360,65</b>	<b>47,15%</b>

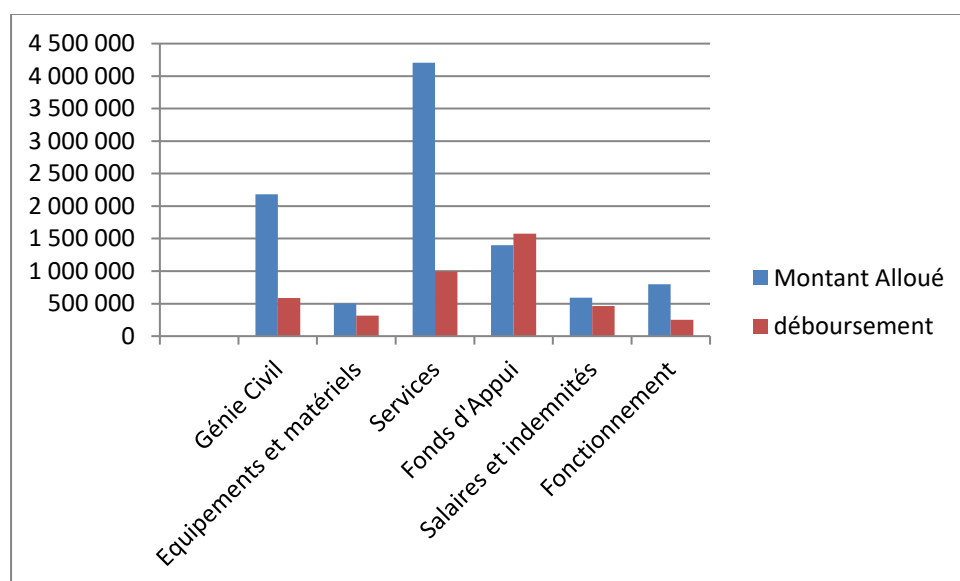
**Figure 1: Décaissement au titre du Prêt FIDA n° I-895-BF: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



**Table 1C.C: Décaissements Don FIDA Don n° I-DSF-8111A-BF au 31/10/2019 (en DTS)**

Catégorie/Description	Montant Alloué	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*) au 31/10/2019
Génie Civil	2 182 000	585 366,56	1 596 633,44	26,83%
Equipements et matériels	504 000	314 079,01	189 920,99	62,32%
Services	4 204 000	995 318,62	3 208 681,38	23,68%
Fonds d'Appui	1 398 000	1 575 960,75	-177 960,75	112,73%
Salaires et indemnités	589 000	462 017,96	126 982,04	78,44%
Fonctionnement	798 000	250 416,66	547 583,34	31,38%
Non alloués	0,00		0,00	0,00%
Dépôt initial + complémentaire		<b>378 479,79</b>	<b>-378 479,79</b>	
<b>Total</b>	<b>9 675 000,00</b>	<b>4 561 639,35</b>	<b>5 113 360,65</b>	<b>47,15%</b>

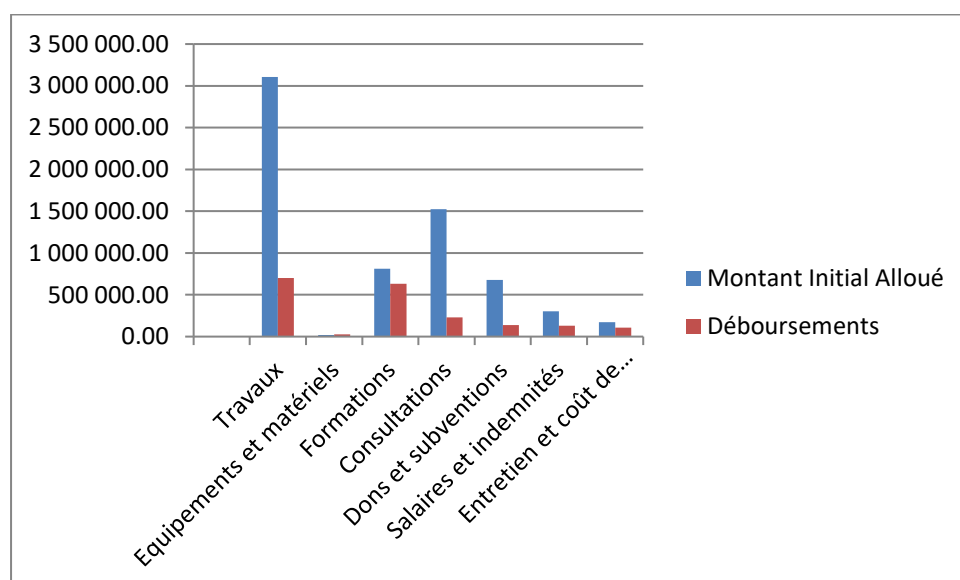
**Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA n° I-DSF-8111A-BF: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**



**Table 1C. D: Décaissements Don FEM-PAI n° 2000001662 au 31/10/2019 (en USD)**

Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Décaissements	Solde	% décaissement
Travaux	3 105 916,00	701 025,11	2 404 890,89	22,57%
Equipements et matériels	19 564,00	25 508,35	-5 944,35	130,38%
Formations	813 126,00	631 479,11	181 646,89	77,66%
Consultations	1 523 069,00	228 908,94	1 294 160,06	15,03%
Dons et subventions	677 950,00	138 285,08	539 664,92	20,40%
Salaires et indemnités	303 949,00	129 090,33	174 858,67	42,47%
Entretien et coût de fonctionnement	171 624,00	108 175,98	63 448,02	63,03%
Non alloués	654 250,00	0,00	654 250,00	0,00%
Dépôt initial + complémentaire		<b>539 534,52</b>	<b>-539 534,52</b>	
<b>Total</b>	<b>7 269 448,00</b>	<b>2 502 007,42</b>	<b>4 767 440,58</b>	<b>34,42%</b>

**Figure 1: Décaissement au titre du Don FEM: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs**





Investir dans les populations rurales

## **Burkina Faso**

---

### **Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 11 au 22 novembre 2019  
Date du document: 05/10/2020  
Identifiant du projet 1100001580  
Numéro du rapport: 5364-BF

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 2 : Avancement des activités du PTBA

### 1 Cadre de mesure des résultats / Etat d'avancement matériel global et par rapport au PTBA

Au 31 octobre 2019, le taux de réalisation des principaux produits attendus du projet dans le cadre du PTBA 2019 est de 78%. Le taux de réalisation global depuis le début du projet est de 62% pour une prévision de 68% à fin 2019 dans la planification globale du Projet. Le rythme de mise en œuvre du Neer Tamba est donc conforme aux prévisions.

Quelques différences existent entre les données présentées dans le tableau ci-après et celles contenues dans le cadre logique ou indiquées dans le rapport. Cette situation s'explique par une actualisation de ce tableau après la finalisation de l'aide-mémoire sur la base des dernières données disponibles. La différence la plus notable porte sur le nombre de bénéficiaires directs touchés, 187 135 dans le rapport / cadre logique contre 212 556 dans le cadre de mesure des résultats ci-après.

Composante/		Indicateur	Unité	Objectif à la RMP ou déterminé au début du projet	PTBA_2019			Cumul au 31/10/2019	
Sous-composante ou produit					Programmation	Réalisation au 31/10/2019	%	Cumulé	%
COMPOSANTE I.-PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS	I.1.-VOLET AMENAGEMENT	Superficies de bas-fond PRP aménagé (nouveau + extension)	ha	3 060	300	307	100%	2 889	94%
		Réhabilitation/Consolidation de bas-fonds PRP d'autres projets	ha	999	300	265	88%	1 307	100%
		Réhabilitation /Consolidation de bas-fonds Neer-Tamba	ha	600	0			0	0%
		Aménagement bas fond PAFR	ha	1 825	1 024	845	83%	845	46%
		Infrastructure de stockage (magasin)	Infrastructure	12	0			0	0%
		Infrastructure de stockage (conserverie d'oignon)	Nombre	13	0			0	0%
		Etudes techniques PAFR	ha	3 025	0			3 025	100%



		Superficie de périmètres maraichers	ha	496	128	25	20%	77	16%
		Superficie des CES/DRS	ha	26 007	8 125	6 984	86%	18 054	69%
		Nombre de boulis	unité	20	0			0	0%
		Nombre de forages pastoraux	forage	90	52	0	0%	13	14%
		RNA et gestion de la fertilité	ha	6 000	1 500	2 262	100%	2 262	38%
		Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	ha	5 000	378	578	100%	4 409	88%
		Nombre de COGES mis en place	COGES	650	48	48	100%	347	53%
		Nombre de kits de micro-irrigation (500 à 1000 m²)	kit	490	0			10	2%
		Nombre de sites de PM équipés d'exhaure solaire	Site	55	0			4	7%
	I.2.-VOLET FONCIER	Nombre de commission foncière villageoise (CFV) mis en place	Nombre	150	0			0	0%
		Nombre de sessions de formation de commission foncière villageoise (CFV)	session	190	0	16		16	8%
		Nombre d'ententes foncières	entente	500	74	0	0%	372	74%
		Guide d'appui en matière foncière	guide	1	0	0		1	100%
ENSEMBLE COMPOSANTE 1						68%		41%	
COMPOSANTE II.-INTENSIFICATION	SOUS-COMPOSANTE 1:RENFORCEMENT	Nombre de personne formées sur les bonnes pratiques de gestion durable des terres	personne	52 500	9 471	41 871	100%	74 271	100%

TATION DES PETITES EXPLOITATI ON DES PETITES EXPLOITATI ONS ET VALORISATI ON DE LEURS PRODUCTIO NS	NT DE L'OFFRE DE SERVICES D'APPUI CONSEIL	Paysans aménagistes/relais en appui conseil formés	personne	183	0			0	0%
	SOUS- COMPOSANTE 2: APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMEN T DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE OU DE LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES	Microprojets du fonds d'appui	Unité	2 716	423	200	47%	2 462	91%
		Superficie de bas-fonds bénéficiant des intrants du fonds d'appui	ha	6 484	1 422	1 421	100%	4 880	75%
		Superficie de périmètres maraichers bénéficiant des intrants du fonds d'appui	ha	496	128	13	10%	70	14%
		Superficie de CES/DRS bénéficiant des intrants du fonds d'appui	ha	21 403	7 659	7 659	100%	15 479	72%
		Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	session	84	0			84	100%
		Nombre de film Vidéo réalisé et diffusé	Nombre	2	1	1	100%	2	100%
		Nombre de membres des cadres d'évaluation (CAP et CPS) formés dans l'évaluation des MP	session	55	0			55	100%
		Base de données CRA-micro- projet (mise à jour et maintenance)	forfait	4	1	1	100%	3	75%
		Nombre de rédacteurs endogènes formés		232	0			232	100%
		Manuel du fonds d'appui élaboré ou relu	Nombre	3	0			3	100%
		Nombre d'études de capitalisation sur les MP	enquête	4	1	1	100%	3	75%

	Fonds d'investissement ( FEM )	Nombre de PDE financés hors bio- énergie		900	181	181	100%	181	20%
		Nombre de facilitateurs formés		90	63	63	100%	104	100%
		Nombre de PDE financés sur les bio-énergie		120	34	34	100%	34	28%
ENSEMBLE COMPOSANTE 2							87%		72%
COMPOSAN TE III.- STRUCTURA TION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAUX	SOUS- COMPOSANTE 1:RENFORCEME NT DES CAPACITES DES POPULATIONS CIBLES,DES ORGANISATIONS RURALES ET DES ELUS LOCAUX	Nombre de session FTS	Session	614	0			614	100%
		Nombre de session/centres de FE	Session	483	152	152	100%	497	100%
		Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	Nombre	12	0			12	100%
		Nombre de personnes ayant accès à l'IEC	Nombre	15 000	0			21 931	100%
		Nombre de plans de développement des OR élaborés	Nombre	172	289	0	0%	76	44%
		Nombre d'OR équipées et formées	Nombre	139	0			31	22%
		Nombre de CVD formés	CVD	555	445	445	100%	555	100%
	SOUS- COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE (CA)	Nombre de posts informatiques acquis au profit des CA	Nombre	90	33	0	0%	57	63%
		Nombre de pick-up (4x4) acquis au profit des CA	véhicule	19	3	3	100%	19	100%
		Renforcement des ressources humaines des CA	personne	49	0			49	100%
		Nombre de personnes formées sur les mesures d'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole.	Nombre	8 302	2 302	2 302	100%	2 302	28%

	SOUS-COMPOSANTE 3: APPUI INSTITUTIONNEL AUX DIECTIONS REGIONALES	Nombre de posts informatiques acquis au profit des STD	Nombre	18	9	9	100%	18	100%
		Nombre de motos acquises au profit des STD	moto	108	72	72	100%	108	100%
		Nombre de pick-up (4x4) acquis au profit des STD	véhicule	9	0			9	100%
	SOUS COMPOSANTE 4: Renforcement des capacités des cadres multi-acteurs (national et régional)	Nombre d'associations d'usagers de sous-bassins versant mis en place	associatio n	80	0			0	0%
		Nombre de membres des conseils régionaux de Sécurité Alimentaire formés	personne	40	0			40	100%
		Nombre de processus politiques sur les questions climatiques auxquelles le projet à contribuer (nationaux et internationaux)		3	0			0	0%
		Nombre de posts informatiques acquis au profit des structures partenaires	unité	16	2	2	100%	16	100%
	ENSEMBLE COMPOSANTE 3							78%	
Bénéficiaires		Nombre de bénéficiaires directs (recevant des services promus par le projet)	personne	266 125	34 522	25 421	74%	212 556	80%
ENSEMBLE TRANSVERSAL							74%		80%
ENSEMBLE TOUTES COMPOSANTES							78%		62%



Investir dans les populations rurales

## **Burkina Faso**

---

### **Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 11 au 22 novembre 2019

Date du document: 05/10/2020

Identifiant du projet 1100001580

Numéro du rapport: 5364-BF

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



### Appendice 3 - Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution.

Section	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau exécution/date	Observations
<b>Section 4.02</b>	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement déposé un montant initial équivalant a 149 000 USD	Entree en vigueur	execute	
<b>Section 4.02</b>	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	Entree en vigueur	execute	
<b>Section 4.03</b>	La passation des marches de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée a l'annexe 3	continu	execute	
<b>Section 4.04</b>	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	continu	execute	
<b>Section 4.05, section 11.10(b)</b>	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	30 juin de l'année suivant l'exercice	execute	Rapport d'audit 2018 a été transmis le 14 mai 2019 au FIDA.
<b>Section 4.06</b>	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA <del>sur une base trimestrielle</del>	trimestriellement	exécuté	
<b>Section 7.09 paragraphe bi), bii)</b>	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires 60 jours avant le début de l'année	annuellement	exécuté	Le PTBA est transmis pour l'obtention de L'ANO avec un retard.(08 décembre 2019)
<b>Section 8.04</b>	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectuée par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	exécuté	
<b>Section 11.02</b>	Remboursement des fonds utilisés pour payer des impôts excessifs	continue	exécuté	N/A